

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

LA

LOI DES HUIT HEURES

EN FRANCE

ET SES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

THÈSE pour le DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

*présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Paris
le 6 Juin 1922, à 16 heures 30.*

PAR

Gabriel GUYOT

Président : M. TRUCHY

Suffragants { M. FERNAND FAURE.
M. HITIER

PARIS

ÉDITION DE LA VIE UNIVERSITAIRE
13, QUAI DE CONTI, 13

1922

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

LA

LOI DES HUIT HEURES

EN FRANCE

ET SES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

THÈSE pour le DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

*présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Paris
le 6 Juin 1922, à 16 heures 30.*

PAR

Gabriel GUYOT

Président : M. TRUCHY

Suffragants { M. FERNAND FAURE.
M. HITIER

PARIS

ÉDITION DE LA VIE UNIVERSITAIRE

13, QUAI DE CONTI, 13

1922



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<i>Introduction</i>	7
CHAPITRE PREMIER	
<i>La Loi des huit heures :</i>	
I. — Antécédents	11
II. — Elaboration	16
III. — Economie	17
IV. — Application	20
CHAPITRE II	
<i>La Loi des huit heures et la production :</i>	
Preliminaires	29
I. — Metallurgie	32
II. — Houillères	43
III. — Bâtiment	45
IV. — Transports { 1° Marine marchande	47
{ 2° Chemins de fer	51
V. — Industries textiles	55
VI. — Industries chimiques	57
CHAPITRE III	
<i>La loi des huit heures et sa répercussion sur les salaires et les prix</i>	
	59
CHAPITRE IV	
<i>La loi des huit heures et ses conséquences financières</i>	
	71
CHAPITRE V	
<i>La loi des huit heures au point de vue international</i>	
	77
CHAPITRE VI	
<i>L'utilisation des loisirs de l'ouvrier</i>	
	87
CONCLUSION	
	93



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551401_0053

INTRODUCTION

La loi du 23 avril 1919 a été une manifestation du mouvement d'idéalisme démocratique qui, sous l'impulsion principale du Président Wilson, a remué le monde à la fin de la grande guerre. Après les souffrances et les privations endurées, on a pensé qu'il convenait de satisfaire les aspirations de la classe ouvrière vers un état meilleur. Il ne semble pas que cette seule considération suffise à justifier le geste du législateur de 1919. Jouant un rôle utile, mais sans danger, dans les usines, touchant de hauts salaires, la plupart des ouvriers n'ont pas été malheureux. Si l'on regardait la journée de 8 heures comme une récompense, elle aurait dû bien plutôt être décernée aux agriculteurs et aux hommes des professions libérales qui ont servi et sauvé le pays sur les champs de bataille.

En réalité, la réforme de 1919 s'explique par des raisons plus positives et plus simples. Le Gouvernement et le Parlement français craignaient des troubles qui auraient diminué l'éclat de notre victoire ; ils désiraient, par la concession des 8 heures ardemment réclamée, maintenir la paix nationale et l'union sacrée. Cette con-

cession n'était-elle pas d'ailleurs une manœuvre politique ?, manœuvre qu'il ne nous appartient pas de juger ici, mais dont il y a lieu de tenir compte. M. Clémenceau, en accordant aux socialistes le régime des 8 heures, supprimait leur revendication essentielle, celle qui faisait leur unité ; il cherchait ainsi à provoquer parmi eux et les radicaux-socialistes une scission qui les affaiblirait.

Cependant il ne pouvait échapper aux pouvoirs publics que la réforme en question s'opérait à un moment très inopportun au point de vue économique. La France, ravagée, devait relever ses ruines. De toutes parts, on répétait le mot d'ordre : produire ! Ce n'était certes pas l'instant de réduire à 8 heures la durée de la journée de travail de tous les ouvriers et employés. Le gouvernement de M. Clémenceau le comprenait si bien qu'il fit insérer dans le nouvel article 8 du livre II du Code du Travail une disposition aux termes de laquelle les règlements d'Administration publique devaient déterminer des dérogations permanentes et temporaires à son application.

Les auteurs de la loi n'étaient du reste pas les seuls à se rendre compte des risques qu'elle faisait courir au pays. Ceux qui devaient en bénéficier avaient aussi conscience du péril. Les uns et les autres espéraient que le régime des 8 heures serait, en vertu des principes établis par le Traité de Versailles, étendu à tous les pays industriels, et que la bonne volonté générale, aidée par des perfectionnements d'outillage, empêcherait la production de pâtir de la réduction des heures de travail.

La loi des 8 heures a donc été votée à titre conditionnel et comme une expérience, que des raisons politiques et sentimentales conduisaient à tenter, mais qui devait être jugée par les faits au point de vue économique. Et c'est bien ainsi que l'ont comprise les dirigeants les plus qualifiés de la classe ouvrière. Au lendemain du vote par la Chambre des Députés du projet de loi des 8 heures, M. Albert Thomas écrivait : « Nous en sommes plus que jamais convaincus : ou bien la journée de 8 heures ne sera qu'un leurre et peut-être un désastre pour le pays ; ou bien elle sera la première pierre de l'édifice à reconstruire, le premier acte de la révolution décisive et pacifique que veut le prolétariat ». (1)

Aujourd'hui, l'heure est venue de juger l'œuvre de 1919. Il suffit de lire les journaux quotidiens pour avoir l'impression du désenchantement qu'elle a produit dans les milieux industriels et commerçants. Les Conseils Généraux, les Chambres de Commerce et les Chambres syndicales de nombreuses associations de Commerce et d'industrie expriment leurs doléances et réclament, sinon l'abrogation, du moins la modification ou la suspension de la loi des 8 heures. Déjà le Parlement est saisi d'un certain nombre de propositions de cet ordre. Il ne s'agit pas d'une querelle de principe cherchée à l'interventionnisme, d'un débat entre défenseurs de la liberté et partisans de l'Etatisme. Les pièces de l'accusation ne sont que des constatations de fait. On reproche à la loi d'avoir bouleversé les conditions du travail, de la pro-

(1) *L'Information ouvrière et sociale* du 20 avril 1919.

duction industrielle, de l'activité commerciale, d'avoir contribué au renchérissement de la vie et creusé dans notre économie nationale un déficit dont les ouvriers eux-mêmes ne sont pas les derniers à souffrir, d'avoir mis notre pays en fâcheuse posture devant la concurrence étrangère.

C'est sur le terrain des faits que nous allons nous-mêmes nous placer, et, faisant abstraction de toute idée *a priori* et de toute préférence politique ou sociale personnelle, apprécier la valeur de la réforme de 1919.

Après avoir retracé brièvement l'histoire de la loi des 8 heures, analysé son économie et décrit ses conditions d'application, nous rechercherons quelles ont été ses répercussions sur la production, sur les prix et les salaires, sur les finances publiques, quelle situation elle a faite à notre pays sur le marché international.

Si l'expérience de 1919, envisagée sous ces divers aspects, nous apparaît comme défavorable, nous aurons à indiquer le remède qui semble le mieux approprié à la situation actuelle.

CHAPITRE PREMIER

LA LOI DES HUIT HEURES

I. — Antécédents

La limitation légale de la durée du travail a pris à l'époque contemporaine, et surtout depuis la guerre, une grande importance dans les préoccupations du monde du travail. Le décret du 21 mars 1848, qui avait fixé la journée de travail des adultes à 10 heures à Paris et à 11 heures en province, ne fut pas appliqué. Il fut remplacé par la loi du 9 septembre 1848 fixant à 12 heures le maximum de la journée de travail. Cette loi demeura en vigueur jusqu'à celle des 8 heures pour les fabriques occupant exclusivement des hommes adultes. Depuis 1904, la limite légale était abaissée à 10 heures dans les établissements industriels occupant à la fois des hommes et des femmes.

La journée de 8 heures était une vieille revendication ouvrière (1).

(1) P. PIC : *Traité de Législation Industrielle*, p. 175 et suiv. et *Revue Bleue*, 4-11 octobre 1919.

— CAVAILLÉ : *La journée de huit heures*.

Dès 1833, Robert Owen, en fondant la « Société pour la régénération humaine », avait posé la règle de la journée de 8 heures. La même année, les ouvriers tailleurs de Londres se mirent en grève pour l'obtenir. Mais ces manifestations demeurèrent platoniques et il fallut attendre la seconde moitié du xix^e siècle pour voir un commencement de réalisation.

En 1856, les ouvriers maçons de Victoria (Australie), parmi lesquels se trouvaient de nombreux émigrés anglais, imposèrent par la grève leur revendication des trois-huit : huit heures de travail, huit heures de loisir, huit heures de sommeil.

Dix ans plus tard, l'idée a fait de tels progrès que l'Association Internationale des Travailleurs, tenant ses assises à Genève en 1866, proposa la fixation à huit heures de la journée de travail pour tous les pays.

A partir de cette époque, le mouvement se dessina surtout aux Etats-Unis. En 1867, deux Etats, l'Illinois et le Connecticut, adoptent la journée légale de 8 heures ; mais ces lois, faute de sanctions, restèrent lettre-morte. Constatant cet insuccès, le Congrès de Chicago, en 1884, organisa une manifestation sensationnelle ; le 1^{er} mai 1886, cinq mille grèves éclatèrent aux Etats-Unis. Beaucoup d'ouvriers obtinrent la journée de 8 heures. La loi américaine du 1^{er} août 1892 édicta une disposition générale qui interdisait aux administrations fédérales, sous peine d'amende et même d'emprisonnement, et sauf en cas de force majeure, d'employer les travailleurs et ouvriers plus de 8 heures par jour.

— PASQUIER : *La loi sur la journée de huit heures. De quelques conséquences économiques et sociales.*

— *Information ouvrière et sociale et Journée Industrielle* (avril 1919).

Le mouvement s'étendit bientôt à tous les pays.

En France, la Fédération nationale des syndicats ouvriers avait mis, en 1888, la question à son ordre du jour. Le 1^{er} mai 1890, on vit se dérouler, d'ailleurs sans résultat, une grande manifestation organisée par le parti socialiste international en faveur de la journée de 8 heures.

De très nombreuses propositions du groupe socialiste tendant à la consécration légale des trois-huit furent déposées sur le bureau de la Chambre à partir de cette époque (1). Aucune n'aboutit. Mais elles eurent néanmoins pour effet de pousser le Parlement dans la voie de la réglementation du travail. Les Chambres votèrent la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes, la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, la loi du 30 mars 1900 unifiant à 10 heures la durée générale de travail dans les établissements à personnel mixte.

Créée en 1895 au Congrès de Limoges, la Confédération Générale du Travail entreprit dans l'opinion et au Parlement une active campagne pour la journée de 8 heures. Elle proclamait que cette réforme était le seul moyen de mettre fin au chômage occasionné par les progrès du machinisme, et de faire hausser les salaires par la suppression de la concurrence « homicide » des ouvriers désœuvrés vis-à-vis des ouvriers en activité.

L'Etat accueillit ces revendications. En 1901, la journée de 8 heures fut établie dans les ateliers de fabrication, construction et réparation du matériel des Postes et Télégraphes à Paris. En 1902, cette mesure fut étendue, dans la même administration, à tout le personnel ouvrier de province. En

(1) Citons, parmi les plus connues, la *proposition J. Guesde*, 22 mai 1894, annexe p. 658., et la *proposition Vaillant*, 5 novembre 1906, renouvelé le 17 novembre 1910. Chambre des députés, Doc. parl. n° 469.

1903, la mesure était appliquée par le Ministère de la Marine à tous les arsenaux et établissements hors des ports. De son côté, le Ministère de la Guerre instituait, en 1907, la journée de 8 h. 1/2, soit 51 heures par semaine, dans tous les arsenaux et établissements de son département. La journée de 9 heures devenait la règle à la manufacture de Sèvres, à l'Imprimerie Nationale, à l'Administration des Monnaies.

Quelques industries privées suivirent l'exemple de l'Etat. Dans l'imprimerie, les manufactures de vêtements, la métallurgie pour les ouvriers des ateliers de laminage, on vit régner la journée de 9 heures. La verrerie admit même la journée de 8 heures.

À la suite d'une enquête faite en 1906, le *Bulletin de l'Office du Travail* publia les résultats suivants au sujet des industries privées appliquant la journée de 8 heures (1).

Produits chimiques,.....	5 établissements, avec	718 ouvriers	
Imprimerie.....	25	—	375 —
Textiles.....	13	—	1.104 —
Vêtement.....	38	—	1.381 —
Métallurgie.....	9	—	360 —
Verreries.....	47	—	10.756 —

Le Parlement fut saisi de la question en 1912. Lors de la discussion du projet de loi tendant à ramener à 10 heures la durée légale du travail, M. Vaillant, député, déposa un contre-projet fixant cette durée à 8 heures au maximum. La Chambre le repoussa, mais déjà M. Godart, rapporteur du projet, prononçait ces paroles significatives : « La loi de 10 heures n'est qu'une étape et la loi de 8 heures est éminemment désirable, car elle seule, en ménageant les forces du travailleur, en lui laissant les loisirs nécessaires pour la vie de famille et la vie sociale, pour son éducation, peut servir

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*, 1906, pages 462 et suiv.

utilement les intérêts de l'industrie et du pays et réaliser la justice dans la production » (1).

La question fut reprise après la guerre. « La journée de 8 heures et 48 heures de travail par semaine » furent à l'ordre du jour de la Conférence internationale de Berne, en février 1919. Agitée par les organisations ouvrières françaises, cette question ne tarda pas à revenir devant notre Parlement. Dès le 28 janvier 1919, un projet de loi, déposé par MM. Renaudel, Lauche, Albert Thomas, députés, tendait à l'application généralisée à l'Industrie et au Commerce de la journée de 8 heures et de la semaine anglaise (2). L'article premier de ce projet posait le principe de la réduction à 8 heures de la durée du travail effectif. L'article 2 disposait que le repos hebdomadaire prescrit par l'article 33 du livre II du Code du Travail devait comprendre en plus du dimanche, l'après-midi du samedi. C'était instituer la semaine de 44 heures.

A peine ce projet était-il renvoyé pour rapport à la Commission du Travail de la Chambre, que la Conférence syndicale internationale de Berne (séance des 3-9 février 1919) demandait l'incorporation dans la Charte internationale des clauses du travail, par la Société des Nations, du principe suivant : « La journée de travail ne dépassera pas 8 heures par jour et 48 heures par semaine. L'introduction du repos du samedi sera poursuivie dans tous les pays. »

D'ailleurs le Comité national Confédéral de la C. G. T. en France s'occupait de la question dans ses réunions des 23 et 24 mars 1919. Les résultats de ses délibérations, publiés par la presse, étaient précisés en ces termes : « Le Comité Con-

(1) J. O. 1912, Ch. des Députés, Doc. parl. p. 1444.

(2) J. O. Annexe au procès-verbal de la première séance du 28 janvier 1919. Doc. parl. n° 3.600.

fédéral National, prenant acte de la volonté unanime de la classe ouvrière de conquérir la journée de 8 heures, déclare que la production ne saurait être diminuée du fait de l'application de cette revendication, les progrès réalisés permettant une organisation rationnelle du travail. Il considère, le principe de la journée de 8 heures étant inscrit dans la Charte internationale du travail, que la question doit se poser devant les Parlements de chaque pays, et que ce fait crée pour ceux-ci l'obligation de résoudre sans délai la revendication formulée » (1).

II. — Élaboration

Telles furent les circonstances dans lesquelles M. Colliard, Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, déposa, le 8 avril 1919, sur le bureau de la Chambre, le projet de loi tendant à fixer à 8 heures la durée de la journée de travail.

Ce projet fut le résultat des discussions poursuivies entre les représentants patronaux et les représentants ouvriers. Un arrêté ministériel du 1^{er} mars 1919 avait, en effet, complété la Commission des traités internationaux du travail par dix représentants patronaux et dix représentants ouvriers des grandes industries françaises, désignés par le Ministre du Travail, sur la proposition de leurs grandes organisations respectives. Cette commission était appelée à donner son avis sur toutes les questions relatives à l'organisation internationale du Travail et qui devaient figurer au Traité de paix. Le Ministre lui demanda, à ce titre, d'examiner la question de l'application de la journée de 8 heures ou de la semaine de 48 heures.

La délégation patronale acceptait en principe la réforme,

(1) *Rapport de M. J. Godard, J. O. Chambre des Députés, séance du 10 avril 1919, Doc. parl. n° 5980.*

mais lui adressait de très catégoriques objections d'opportunité. Elle concluait ainsi : « L'éventualité de l'adoption de la journée de 8 heures étant posée en dehors d'eux et en voie de réalisation dans plusieurs pays voisins, les membres patronaux de la Commission des traités internationaux du travail admettent qu'il ne serait ni sage d'en ajourner *sine die* l'examen pratique, ni patriotique de refuser leur collaboration à l'étude des modalités de nature à en atténuer les dangers. Les délégués ouvriers ayant exposé que la limitation de la durée du travail ne nuira pas à la production et même l'accroîtra, les délégués patronaux en prennent acte et sont prêts à étudier les mesures proposées à cet effet et les modalités susvisées, lesquelles devront porter entre autres points..... 3° sur les dérogations permanentes,... 4° sur les dérogations temporaires... »

Quant à la délégation ouvrière, elle déclarait devoir « faciliter l'application de la loi en examinant les délais, les dérogations, et généralement toutes mesures susceptibles de calmer les inquiétudes patronales » (1).

L'accord ainsi réalisé parmi les membres de la Commission, le texte définitif du projet de loi fut déposé le 8 avril, adopté à l'unanimité le 17 avril par la Chambre, le 23 avril par le Sénat ; ce jour-là même, la loi était promulguée.

III. — Économie.

La loi du 23 avril 1919 a un caractère d'application générale. Aux termes de son article premier, (nouvel article 6 du titre premier du livre II du Code du Travail) elle s'applique, en effet, à toutes les catégories de travailleurs, sans distinction d'âge ou de sexe, de tous les établissements industriels

(1) Séance de la Commission des traités internationaux du travail du 7 avril 1919.

et commerciaux, de quelque nature qu'ils soient. Le même article dispose que la durée du travail ne peut excéder, soit 8 heures par jour, soit 48 heures par semaine, soit une limitation équivalente établie sur une période de temps autre que la semaine.

La durée du travail ainsi assignée par la loi doit certainement s'entendre du travail effectif, c'est-à-dire du temps de travail de l'ouvrier, abstraction faite du temps passé à l'usine sans travailler (séjour au vestiaire, au lavabo...)

L'application immédiate de la loi aurait bouleversé toute l'économie industrielle. C'est pourquoi l'article 7 prévoit que des règlements d'administration publique détermineront, dans chaque industrie, profession ou région, ou dans toute l'étendue du territoire, les modalités d'application de la disposition précédente. Ces règlements doivent être pris après consultation des organisations ouvrières et patronales, et se référer, le cas échéant, aux accords intervenus entre celles-ci. Ils doivent déterminer, notamment, la répartition des heures de travail, les délais dans lesquels la durée nouvelle du travail sera appliquée, les dérogations permanentes pour certains travaux, les dérogations temporaires en cas de surcroît de travail, nécessités d'ordre national, accidents, etc...

Ainsi, le législateur s'est proposé de réaliser, avec la collaboration des employeurs et des salariés, un système assez souple pour ne pas entraver l'activité économique du pays. Le règlement d'administration publique ne fixera pas, d'une façon rigide, un horaire qui pourrait gêner tel ou tel industriel. La répartition des heures de travail (8 heures en deux équipes de 4 heures, 8 heures consécutives, 9 heures par jour et le repos du samedi après-midi, etc...) sera établie par un accord des intéressés. La loi n'impose pas non plus une date uniforme d'application. Elle prévoit le cas de déroga-

tions permanentes à l'égard d'ouvriers de profession spéciale dont les travaux affectent directement la production générale de l'établissement. Déjà, sous le régime de la loi de 10 heures, le décret du 28 mars 1902 énumérait les travaux pour lesquels des dérogations permanentes pouvaient être admises. De plus, le législateur se rend compte qu'à une époque où l'intérêt vital de la nation exige un maximum de production, un industriel peut être obligé de fabriquer à bref délai et, par suite, de dépasser la limite fixée. Aussi la loi énumère-t-elle trois catégories de dérogations temporaires :

- a) accidents survenus ou imminents,
- b) surcroît de travail extraordinaire,
- c) nécessités d'ordre national.

La loi ne s'est pas bornée à statuer sur la durée du travail. Dans son article 2, elle décide que la réduction des heures de travail ne sera, en aucun cas, une cause déterminante de la réduction des salaires, et elle ajoute que toute stipulation contraire est nulle et de nul effet. Dans la crainte que l'application de la loi des 8 heures ne se retourne contre les ouvriers, le législateur intervient donc pour la fixation du salaire et porte ainsi atteinte au principe de la libre discussion des clauses du contrat de travail. Toutefois, si la loi stipule que les salaires ne devront pas être réduits, elle ne peut empêcher que ceux-ci restent liés aux conditions générales de la production ; ce qu'elle interdit seulement, c'est une réduction des salaires ayant pour cause déterminante la réduction des heures de travail.

Quelles sont donc, pour l'industriel, les conséquences de l'article 2 ? D'une part le salaire de l'ouvrier payé à la journée ou à la semaine doit être maintenu à son taux antérieur. D'autre part, le taux horaire des ouvriers payés à l'heure doit subir une majoration. Enfin les prix aux pièces doivent être

revisés afin d'assurer aux ouvriers un gain égal à celui qu'ils percevaient antérieurement.

Du fait que l'ouvrier touchait désormais pour 8 heures de travail la même somme que pour 10, le taux du salaire se trouvait augmenté de 25 0/0. L'ouvrier qui était payé 16 francs pour 10 heures de travail, recevait 1 fr. 60 l'heure. La journée de 8 heures élevait automatiquement à 2 francs le taux du salaire horaire. Par suite les heures supplémentaires qui pouvaient être accordées en vertu des dérogations, devaient être payées sur la base minimum de 2 francs et si elles étaient payées plus que les heures normales, l'augmentation ne devait pas partir de 1 fr. 60, mais de 2 francs. Ces simples chiffres permettent déjà d'apercevoir quelles charges nouvelles allaient peser sur la production.

IV. — Application

La loi du 23 avril 1919 ne devait entrer en application pour chaque industrie ou chaque commerce qu'au moment où serait pris le règlement d'administration publique concernant cette industrie ou ce commerce. En fait, elle fut appliquée immédiatement à la suite d'accords intervenus entre les organisations ouvrières et les organisations patronales. Les règlements devaient d'ailleurs, aux termes de la loi, se référer à ces accords pour les régions dans lesquelles ils existaient.

Le premier de ces accords intervint entre l'Union des Industries Métallurgiques et Minières et la Fédération des Métaux, le 17 avril 1919. Il fut suivi de deux accords complémentaires en date des 24 mai et 21 juin 1919. (1)

La convention du 17 avril 1919 débutait par des déclara-

(1) Voir : *Union des Industries métallurgiques et minières, de la Construction mécanique, électrique et métallique et des industries qui s'y rattachent*. Document n° 1099 et ses deux annexes.

tions de principe. L'Union acceptait la mise en application de la journée de 8 heures dans les industries de la métallurgie et celle de la construction mécanique, navale, électrique et métallique. De leur côté, les représentants de la Fédération des Métaux déclaraient « qu'il rentrait bien dans l'esprit des organisations ouvrières que les travailleurs devront sympathiquement s'adapter au développement du machinisme et aux méthodes rationnelles de travail pour que la production retrouve rapidement un équilibre indispensable au bien-être général ».

Aux termes des conventions du 17 avril et du 24 mai, la journée de 8 heures devait être mise en application, en principe, à partir du 1^{er} juin 1919. Toutefois, pour le personnel destiné à assurer le fonctionnement des appareils des usines à feu continu, où la nécessité d'une main-d'œuvre supplémentaire était incontestable, il était institué un délai d'application prenant fin 6 mois après la signature des préliminaires de paix et susceptible d'être prorogé par un accord des organisations intéressées. Ces mêmes organisations pouvaient fixer des délais supplémentaires pour les régions libérées, dans toutes les industries représentées aux conventions.

« La journée de 8 heures, spécifiait la convention du 24 mai, s'entend de 8 heures de travail effectif à partir du signal fixant le commencement du travail dans chaque atelier ou chantier jusqu'au signal fixant l'arrêt du travail ». Cette définition s'appliquait à toute autre durée journalière de travail prévue par le présent accord. La même disposition ajoutait : « La durée des repos normaux prévus par les règlements d'atelier, n'est pas comptée dans le temps de travail, que ces repos soient pris à l'intérieur de l'établissement ou au dehors ».

Les accords fixaient la répartition des heures de travail dans la semaine, la quinzaine ou l'année. En principe les in-

dustriels devaient appliquer la durée journalière de travail de 8 heures pendant les six jours ouvrables de la semaine. Mais, en cas de nécessité reconnue, d'accord entre les intéressés, l'un des régimes suivants était possible : 1^o durée hebdomadaire de travail de 48 heures, avec maximum journalier de 9 heures et repos le samedi après-midi ; 2^o durée du travail par quinzaine de 96 heures, avec maximum journalier de 9 heures et repos complet un jour ouvrable ; 3^o durée du travail par an de 2.500 heures, avec maximum journalier de 10 heures, pour les industries saisonnières et pour celles qui comportent le travail sur chantiers de plein air. Un autre type de répartition, quel qu'il fût, pouvait être adopté, soit conventionnellement, soit en ayant recours à la procédure prévue à l'article premier de la loi du 23 avril 1919 (article 7 modifié du *Code du travail*, livre II, chapitre II), c'est-à-dire au moyen d'une demande adressée au Ministre du Travail par les organisations patronales et ouvrières de la région.

Les conventions dont il s'agit prévoyaient d'autre part les dérogations permanentes et temporaires au nouveau régime. Elles précisaient minutieusement les catégories de travaux pour lesquelles la durée du travail effectif pouvait être élevée au-dessus des limites fixées par la loi, les conditions et la mesure de cette élévation.

Enfin les conventions précisaient le mode de fixation des salaires. Sans entrer dans les détails et les exemples qu'elles fournissaient, nous indiquerons seulement les règles posées. Les ouvriers étaient, à cet égard, divisés en deux classes. La première était celle des ouvriers ne travaillant ni aux pièces ni au marchandage, ni à la prime à la production. Pour ceux-ci, dans le cas d'une journée régulière de 8 heures, les salaires journaliers ne devaient pas subir de réduction du fait de l'application de la loi ; il en résultait que les taux d'affutage

horaires, de même que les primes pour professionnels travaillant à l'heure et les primes individuelles seraient majorées dans la proportion inverse de la réduction des heures de travail. Les bases horaires étaient les mêmes dans le cas d'une modalité de répartition du travail autre que la semaine de 48 heures. La seconde classe était celle des ouvriers travaillant soit aux pièces, soit au marchandage, soit à la prime à la production. Pour ceux-là, les temps donnés pour les marchandages individuels ou bons évalués « en temps » devaient être, en principe, réduits dans la proportion directe de la réduction de la durée du travail, les taux d'affutage horaires étant majorés dans le rapport inverse ; les marchandages en francs et les tarifs aux pièces en francs ne devaient pas, en principe, être automatiquement modifiés par l'application de la journée de 8 heures.

Ajoutons qu'en vue de relever le gain journalier des ouvriers de la région parisienne, un accord du 21 juin 1919 est venu préciser les conditions d'interprétation et d'application des accords antérieurs pour ladite région.

A l'exemple de l'Union des Industries Métallurgiques et de la Fédération des Métaux, de nombreuses organisations conclurent des accords en vue de l'application du régime des 8 heures. Ces conventions, dans le détail desquelles nous ne pouvons entrer ici, se rapprochent, quant à leurs principes, de celles qui viennent d'être analysées ; elles contiennent, bien entendu, les variantes exigées par la diversité des industries et des régions.

Ainsi, dès le vote, et même avant le vote de la loi, et avant tout règlement d'administration publique l'y obligeant, le patronat français se hâtait d'appliquer le régime nouveau. En fait, la journée de 8 heures a été pratiquée en France dans la plupart des industries au plus tard le 1^{er} septembre 1919.

Quant aux règlements d'administration publique qui, suivant la méthode originale suivie par le législateur de 1919, devaient être élaborés après consultation obligatoire des intéressés et consacrer les ententes intervenues entre patrons et ouvriers, ils furent successivement rendus et forment aujourd'hui un véritable code de la durée du travail. Ce furent les décrets :

Du 30 août 1919, relatif aux industries de la préparation des cuirs et peaux (après les accords de Lyon 17 avril 1919, Paris 19 avril 1919, Limoges 14 juin 1919...) ;

Du 30 août 1919, relatif aux industries du livre (après les accords de Paris 15 mai 1919, Angers 18 juin 1919...) ;

Du 19 novembre 1919, relatif aux industries de la fabrication des chaussures en gros (après les accords de Lyon 29 avril 1919, Paris 14 mai 1919, Dijon 22 mai 1919, Tours 8 juin 1919...) ;

Du 28 novembre 1919, relatif aux industries de la batellerie fluviale (accords de Paris 16 juillet 1919, Rouen 22 août 1919...) ;

Du 12 décembre 1919, relatif aux industries textiles (accords de Roanne 15 mai 1919, Roubaix 6 juin 1919, Elbeuf 28 juin 1919, Rouen 11 juillet 1919...) ;

Du 12 décembre 1919, relatif aux industries du vêtement (accords de Paris 19 mai 1919 pour la confection, de Paris 17 mai 1919 pour la couture, de Paris 26 mai 1919 pour la chemiserie et la blanchisserie de neuf, etc., de Dijon 30 juin 1919, d'Amiens 7 juillet 1919...) ;

Du 24 février 1920, relatif au travail des navigateurs employés à bord des navires affectés à la navigation maritime (accord des fédérations du 15 décembre 1919) ;

Du 4 juillet 1920, relatif à l'industrie de la chaussure dans

le département de la Seine (accord des organisations du 4 juin 1920) ;

Du 2 août 1920, concernant les hôtels, restaurants, cafés, et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, de la région parisienne (accords des 16, 23, 24 juillet 1919) ;

Du 5 août 1920, concernant les industries du bâtiment et des travaux publics dans les régions libérées (accords des fédérations du 19 mai 1919) ;

Du 9 août 1920, relatif aux industries de la métallurgie et du travail des métaux (accords de l'Union des Industries Métallurgiques et de la Fédération des Métaux des 17 avril et 24 mai 1919 à Paris et, en province : métallurgie, le Havre 27 mai 1919, Lyon 19 mai 1919, Nevers 24 mai 1919 ; construction mécanique, Troyes 24 mai 1919 ; construction métallique, Nantes 28 mai 1919...) ;

Du 14 août 1920, relatif aux industries de la chapellerie (accords de Paris des 30 avril et 30 juin 1919).

Du 26 août 1920, concernant les magasins et salons de coiffure et ateliers de confections de postiches (accords : coiffeurs : Troyes 12 juin-30 septembre 1919, Paris 29 juillet 1919 ; Postiches : Paris 21 juin 1919) ;

Du 27 août 1920, relatif aux industries de la ganterie en peau (accord du Syndicat national patronal et de la Fédération ouvrière du 19 mars 1920) ;

Du 30 août 1920, concernant les entreprises de production et de distribution d'énergie électrique de la région parisienne (accord des syndicats du 4 juin 1919) ;

Du 8 décembre 1920, concernant les industries du charonnage et de la carrosserie en tous genres (accords : Marseille 14 juin 1919, Lille 5 et 13 juillet 1919 et 13 juillet 1920 Rennes 19 juillet 1919...) ;

Du 30 décembre 1920, relatif aux industries de la sellerie et de la bourrellerie, de la fabrication des courroies mécaniques et de tous objets de cuir (maroquinerie, gainerie, articles de chasse, de voyage, de sport) (accord des syndicats du 14 mai 1920) ;

Du 30 décembre 1920, pour les industries des galoches, espadrilles, sandales, pantoufles, chaussons et chaussures en tous genres (accords des syndicats du 28 avril 1920) ;

Du 31 décembre 1920, pour l'industrie de la meunerie (accord des syndicats du 13 mai 1920) ;

Du 19 mars 1921, pour les industries de l'ameublement (consultation des organisations, voir *J.O.* du 9 octobre 1919) ;

Du 29 avril 1921, pour la manutention dans les ports (accord des syndicats du 7 janvier 1921) ;

Du 17 mai 1921, pour le commerce de gros et de demi-gros de marchandises de toutes natures (accords : Vins : Saumur 28 mai 1919, Bordeaux 12 juin 1919 ; Bonneterie et mercerie : Rouen 4 juillet 1919 ; Huiles : Marseille 2 août 1919...) ;

Du 17 août 1921, relatif aux pharmacies vendant au détail (accords : Grenoble 16 juin 1919, Limoges 1^{er} mars 1920, Le Havre 31 juillet 1920...) ;

Du 30 octobre 1921, modifiant le décret du 26 août 1920, relatif aux magasins et salons de coiffure et ateliers de confections de postiches.

Ces règlements ne fixèrent pas seulement un maximum d'heures supplémentaires qui varie, selon les professions de 60 à 150, et qui est en moyenne de 100 ; ils déterminèrent encore, pour beaucoup de professions, le nombre maximum de jours sur lesquels les heures de la provision pourraient être réparties. Ainsi les hôtels, restaurants et cafés de la région parisienne (décret du 2 août 1920) reçurent une provision de 104 heures par an, mais sans que celles-ci pussent

être réparties sur plus de 52 jours et sans que le maximum de travail d'un jour pût jamais dépasser 12 heures, soit 4 heures de supplément. L'industrie des cuirs et peaux (décret du 30 août 1919) se vit attribuer 90 heures, réparties sur 90 jours au maximum, avec maximum journalier de 10 heures. L'industrie du livre (décret du même jour) eut 120 heures réparties en 120 jours au maximum, avec maximum journalier de 10 heures. Les textiles (décret du 12 décembre 1919) eurent 150 heures réparties sur 150 jours au maximum avec maximum journalier de 10 heures. Les industries du vêtement (décret du même jour) eurent 120 heures réparties par moitié sur 15 samedis au maximum, et sur 60 autres jours, avec maximum particulier de 8 heures le samedi, et de 10 heures les autres jours. Les magasins de coiffures et postiches (décret du 26 août 1920) ont droit à 51 heures de travail supplémentaires à Paris, 54 heures dans les villes de plus de 25.000 habitants, 60 heures dans les autres communes ; il y a des dérogations pour les jours fériés. La métallurgie eut 100 heures supplémentaires avec faculté d'en demander 50 autres au Ministre du Travail et 100 pour les années 1920, 1921 et 1922 (décret du 9 août 1920).

Il serait fastidieux de multiplier les exemples. La plupart des branches de l'activité ont été gratifiées d'un règlement particulier. Mais une observation générale s'applique à tous. Sur la base de 300 jours ouvrables et de 8 heures par jour, l'ouvrier travaille en tout 2400 heures. Une marge d'heures supplémentaires de 100 ou 150 heures par an représente à peine $1/25^e$ de ce total. En supposant que le supplément puisse être réparti sur chacun des jours ouvrables, la journée de 8 heures serait allongée d'à peu près 15 minutes. Ces chiffres permettent d'apprécier la véritable portée des dérogations.

CHAPITRE DEUXIÈME

LA LOI DES HUIT HEURES ET LA PRODUCTION

Préliminaires

Lors de l'élaboration de la loi, on envisagea la question de savoir si elle entraînerait un déficit dans la production.

La déclaration adressée au Ministre du Travail par les représentants des patrons à la Commission des traités internationaux du travail fit observer qu'avant la guerre, l'ensemble de la production nationale était d'environ 40 milliards ; que la mort ou l'invalidité de près de deux millions de Français en plein rendement avait diminué de 90/0 environ le nombre des producteurs industriels, commerciaux et agricoles ; qu'abstraction faite de la diminution de la natalité, qui aura sa répercussion jusqu'en 1930, la réduction de 20 0/0 du nombre des journées de travail, conséquence de la substitution de la journée de 8 heures à celle de 10 heures, conduirait à une moins-value totale d'environ 30 0/0 dans la capacité de production de la France.

Ces conclusions furent constatées par les protagonistes de la loi, dont M. Albert Thomas fut l'un des plus éloquents dé-

fenseurs (1). Celui-ci espérait que le perfectionnement du machinisme et l'aménagement du travail suivant la méthode Taylor permettraient de maintenir la production à son niveau antérieur. Il insistait sur ce fait que, pendant la guerre, dans nos établissements des poudres, pour ce travail délicat et spécial qu'est le bottelage des brins de poudre, nous étions arrivés, par le système Taylor, à augmenter le rendement du même nombre de femmes de plus de moitié. Cette expérience l'autorisait à déclarer l'inquiétude des patrons, dans une large mesure, injustifiée.

Quelques semaines après la promulgation de la loi, M. Paul Pic pronostiquait une diminution de la production (2) « Si l'on représente, disait-il, par l'indice 100 le total des heures de travail nécessaires en 1913-1914 à la vie nationale, l'indice 120 correspondrait à peine, selon nous, aux nécessités présentes. Or le total des activités détruites par décès ou incapacités absolues du travail consécutif à la guerre n'étant pas inférieur à 2 millions, soit le dixième de la population active de la France, l'indice 90 représenterait au maximum les disponibilités actuelles, soit un déficit formidable de 25 0/0. Mais il y a plus. Nous devons admettre que le total des heures de travail nécessaires en 1913-1914 n'avait été atteint que grâce à une durée moyenne et journalière de 10 heures par individu. Or, pour la période 1919-1920, cette durée moyenne n'est plus, et ne doit plus être que de 8 heures : d'où un déficit plus considérable encore ! »

L'auteur reconnaissait la nécessité de l'emploi du Taylorisme. Pris vivement à partie dans certains milieux ouvriers, accusé à tort d'aboutir à l'intensification du surmenage, ce système, judicieusement appliqué, ne doit être qu'un « moyen

(1) V. son discours dans la première séance du 17 avril 1919.

(2) *Revue Bleue*, 4 octobre 1919, p. 581.

pratique d'obtenir de chaque ouvrier le maximum de rendement utile, avec le minimum d'effort dans le moindre temps. Ce résultat est obtenu, non par un appel plus grand à la dépense d'énergie individuelle, mais uniquement par une organisation rationnelle et scientifique de la production et du commerce » (1).

Mais, ajoutait M. Pic, l'application du Taylorisme, relativement facile dans la grande industrie, sera sensiblement plus délicate dans la moyenne industrie, peut être impossible pour la petite, à cause du manque d'outillage perfectionné et de l'extrême dissémination des travailleurs. Les industries de luxe — les plus françaises — devaient surtout s'accommoder très mal d'une organisation scientifique et d'un machinisme très compliqué.

Quelle était la valeur de ces divers pronostics ? Une expérience de près de trois ans autorise une réponse qui, dans l'ensemble, apparaît aujourd'hui comme très défavorable.

Les informations précises ne manquent pas à l'appui de cette affirmation.

Il résulte d'une interview qu'a bien voulu nous donner M. le sous-directeur du Travail, au Ministère du Travail, que les rapports fournis par les Inspecteurs du Travail sur les résultats généraux de la loi des 8 heures n'ont pas encore été l'objet d'un rapport d'ensemble, ni d'une publication séparée, et qu'ils ne peuvent même être communiqués. Il nous est permis d'en conclure que ces rapports condamnent dans les faits l'œuvre du législateur de 1919. Il a aussi été porté à notre connaissance que les Inspecteurs du Travail reçoivent, en ce moment, des instructions du Ministère pour enquêter sur le nombre d'heures supplémentaires dont ont usé les industries, semestriellement, depuis la mise en vigueur de la loi.

(1) Pic, *op. cit.* p. 582.

Mais nous ne pouvons nous en tenir à cette méthode, en quelque sorte déductive, d'appréciation.

La Société d'Etudes et d'Informations économiques vient de faire, auprès des producteurs des catégories les plus importantes et les plus diverses, une enquête officieuse. Ses résultats ont servi de base à la brochure intitulée : « La France et les 8 heures », publiée tout récemment par ladite Société, et dont les auteurs sont MM. François Poncet et Emile Mireaux (1). Cet ouvrage nous offre une documentation impartiale et nourrie dont il y a lieu de tenir le plus grand compte.

Dans le domaine spécial, mais important de la métallurgie et des industries assimilées, nous utiliserons aussi les précieux documents qu'a bien voulu nous remettre l'Union des Industries Métallurgiques (2).

Nous examinerons les conséquences de la loi des 8 heures, d'abord dans les industries où l'on pouvait attendre de la réforme les résultats les meilleurs, c'est-à-dire dans celles où l'activité personnelle de l'ouvrier joue un rôle décisif ou important (métallurgie, houillères, bâtiment), puis dans les industries où la machine est un facteur prépondérant, (transports, textiles, industries chimiques).

I. — Métallurgie

Le décret du 9 août 1920, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures dans les industries de la métallur-

(1) A la Société d'Etudes et d'Informations économiques et à la librairie Marcel Rivière, mars 1922.

(2) Voir aussi M. RAPHAEL GEORGES LÉVY « la loi des huit heures jugée par les faits » dans la *Revue des Deux Mondes*, du 1^{er} février 1922.

Nous ne mentionnerons pas ici les articles de la presse quotidienne, consacrés à l'expérience législative de 1919.

gie et du travail des métaux (1), consacra, dans leurs dispositions essentielles, les ententes intervenues entre les organisations patronales et les organisations ouvrières. Ce décret, qui a été l'objet d'un commentaire minutieux de la part de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières (2) énumère les industries auxquelles il s'applique, fixe la répartition des heures de travail, ainsi que les modes de récupération des heures perdues en cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure, établit des mesures de contrôle, fixe les dérogations permanentes et temporaires et indique les formalités à remplir pour en bénéficier, envisage les conditions de rémunération des heures supplémentaires.

Comment cette réglementation s'est-elle traduite dans la production métallurgique ?

L'Union des Industries Métallurgiques et Minières, de la construction mécanique, électrique et métallique, a recueilli, auprès d'un certain nombre de ses adhérents appartenant à des branches très diverses de ces industries et situées dans toutes les régions de la France, des renseignements dont elle a dégagé les conclusions moyennes sous ce titre : *Conséquences de la journée de 8 heures dans les industries métallurgiques et mécaniques* (3).

Ce très intéressant document, qui a été communiqué aux membres de l'Union en décembre 1921 et dont il nous a été permis de prendre connaissance, appelle une analyse attentive.

(1) J. O. du 15 août 1920.

(2) Voir : commentaire-document n° 1216 de l'Union.

Annexe au commentaire : document n° 1220.

Deuxième annexe au commentaire : document n° 1236.

(3) *Union des industries métallurgiques et minières* : document n° 1269.

Les renseignements sont partagés en deux groupes. Dans un premier chapitre, intitulé « Augmentation des frais de main-d'œuvre à production égale », l'Union a réuni les éléments qui se prêtent à une interprétation numérique. Ces conclusions, dit le document, ne doivent pas être considérées comme l'expression, même approchée, des conséquences de la journée de 8 heures, mais seulement comme une partie très limitée et relativement facile à préciser des répercussions de cette réforme qui, dans leur ensemble, débordent très largement le domaine du calcul. Le chapitre II contient des considérations générales qui se dégagent des renseignements communiqués.

En ce qui concerne d'abord l'augmentation des frais de main-d'œuvre à production égale, les conséquences de l'application de la journée de 8 heures varient selon qu'on les étudie dans les travaux à feu continu et dans les autres catégories de travaux.

1^o Travaux à feu continu

L'Union note d'abord que « les améliorations techniques apportées aux installations sont, en règle générale, indépendantes de l'application de la journée de 8 heures. Elles ont été décidées pour tenir compte de nécessités industrielles, telles que : la suppression de travaux manuels pénibles et leur remplacement par des opérations mécaniques, la réduction de la main-d'œuvre destinée à corriger les effets de la pénurie d'ouvriers, l'accroissement de la production par la mise en œuvre d'appareils plus puissants et de meilleur rendement. Dans ces conditions, la réduction de la journée de travail a été généralement sans effet sur la production qui, dans l'industrie métallurgique, dépend surtout de la durée des opérations de transformation et du fonctionnement des appareils. Par contre, elle a eu pour conséquence une aug-

mentation des effectifs ». Cette augmentation s'est réalisée dans la proportion suivante pour chacune des principales catégories d'ouvriers intéressés :

Métallurgistes : 30 à 50 0/0.

Conducteurs d'appareils mécaniques : 50 0/0.

Ouvriers des services auxiliaires : 50 0/0.

« En résumé, conclut sur ce point le document, pour une production journalière qui est restée constante, les effectifs ont été augmentés de 30 à 50 0/0, suivant la catégorie de main-d'œuvre considérée ». L'augmentation a été d'autant plus importante que les installations étaient plus modernes, c'est-à-dire faisaient un plus grand usage d'appareils mécaniques, dont la conduite et l'entretien exigeaient la présence d'un nombre irréductible d'ouvriers. « En tenant compte de la répartition proportionnelle des travailleurs entre les trois catégories précédemment considérées, on peut dire que, par suite de l'application de la journée de 8 heures, l'augmentation de l'effectif du personnel a été de 45 à 50 0/0 ; et comme la loi a fait une obligation de maintenir à chaque ouvrier le même salaire journalier que sous le régime précédent, la majoration des dépenses de main-d'œuvre a été aussi de 45 à 50 0/0 ».

2^e Travaux à feu discontinu et Travaux mécaniques

On a examiné seulement les ateliers où les conditions de travail et de fabrication ont été maintenues sans changement avant et après la réforme et dans lesquels les installations et procédés employés avaient été adaptés, dès avant l'application de la loi, aux besoins d'une organisation moderne.

Les recherches effectuées ont eu pour but de déterminer les conséquences de l'application des 8 heures au triple point de vue :

- a) de la main d'œuvre productive ;
- b) des services improductifs ;
- c) de la répercussion sur les prix de revient ;

a) *Main-d'œuvre productive*. — « La durée de la journée de travail ayant été réduite de 2 heures, la fatigue de l'ouvrier était diminuée ; on pouvait espérer qu'il en résulterait une amélioration de la productivité individuelle.

« Dans les ateliers où la rémunération est calculée proportionnellement au rendement, les relevés de salaire ont montré, après l'application de la journée de 8 heures, que le gain horaire avait augmenté de 25 0/0 environ et que le gain journalier n'avait pas varié.

« La modification du gain horaire est due : 1° à une augmentation des tarifs de salaire qui fut de l'ordre de 20 0/0 environ ; 2° à une observation plus stricte des règlements intérieurs des ateliers. Sous le régime des 10 heures, il se produisait aux entrées et aux sorties une perte de temps qui, de l'avis des employeurs, pouvait atteindre en moyenne 40 minutes par jour ; les ouvriers travaillaient donc effectivement 9 h. 20 minutes. Sous le régime des 8 heures, le travail se poursuit environ pendant environ 7 h. 40 minutes. Par ailleurs, ces durées effectives de 9 h. 20 et de 7 h. 40 m. comportent l'une et l'autre un certain pourcentage de temps perdu pour diverses causes. Mais on peut admettre que ce pourcentage est équivalent dans les deux cas et qu'il correspond sensiblement à la majoration dont il faut affecter le temps théoriquement nécessaire à l'exécution d'un travail pour obtenir la durée pratique donnée à l'ouvrier ».

Cette majoration atteint jusqu'à 25 0/0 dans les travaux de main ; elle peut parfois descendre à 10 0/0 dans les travaux de machines. Mais les coefficients n'ont pas été modifiés par le passage de la journée de travail de 10 heures à 8 heures.

Il n'est pas à la connaissance de l'Union que, dans les ateliers où l'on fait usage d'une préparation scientifique du travail avec évaluation des temps, on ait été conduit, depuis l'application de la journée de 8 heures, à diminuer les pourcentages dont on faisait usage avant la réforme.

« En d'autres termes, l'ouvrier qui faisait 100 pièces par journée de 10 heures peut faire maintenant en 8 heures un nombre de pièces égal au précédent multiplié par 7 h. 40 m. et divisé par 9 h. 20 m., soit environ 82 pièces :

$$\frac{100 \times 7 \text{ h. } 40 \text{ m.}}{9 \text{ h. } 20 \text{ m.}} = 82 \text{ environ.}$$

Comme les tarifs ont été augmentés, pour une même tâche, d'environ 20 0/0, le gain journalier nouveau s'obtient en prenant les 82 100^e de l'ancien et en majorant de 20 0/0 le salaire ainsi trouvé. Le nouveau salaire journalier ainsi calculé est très voisin de l'ancien ».

L'absence d'influence de la variation d'une heure, dans la durée de la journée de travail, sur la productivité horaire de l'ouvrier, a été vérifiée d'une autre manière.

On a dû parfois faire usage des dérogations prévues par le règlement d'administration publique ; ainsi les ouvriers ont fait, dans certains ateliers, une heure supplémentaire par jour pendant plusieurs semaines. Or il a été établi que le nombre d'heures employées pour exécuter des travaux identiques a été le même sous le régime des 8 heures que sous le régime de 9 heures dont une heure supplémentaire. On a sensiblement constaté que la production journalière redevenait environ les 93/100^e de ce qu'elle avait été sous l'ancien régime des 10 heures (les 7/100^e manquants correspondant à la différence entre 9 h. 20 m. et 7 h. 40 m. + 1 heure ou 8 h. 40 m., soit 40 minutes).

« Donc, conclut le document, si les temps perdus ont été réduits, la production horaire n'a pas varié.

« En résumé, dans les ateliers où toutes les conditions de travail ont été maintenues ainsi que les fabrications, la production journalière, pour un gain égal, et sans diminution de l'effectif ouvrier, est maintenant environ les 82/100^e de ce qu'elle était sous le régime des 10 heures, et pour obtenir actuellement, dans l'ensemble d'un atelier, une production journalière équivalente à celle qui était réalisée sous le régime précédent, il faudrait payer un ensemble de salaires de 20 0/0 supérieur à l'ancien et employer 100 ouvriers où 82 suffisaient, ce qui entraînerait une majoration de 22 0/0 de l'effectif ».

b) *Services Improductifs*. — On appelle ainsi ceux qui ne concourent pas directement à la production, mais tendent à placer les ouvriers producteurs dans les meilleures conditions possibles pour obtenir une bonne fabrication (installation, entretien, force et lumière, manœuvre général, magasinage, expédition, gardiennage, etc.,). Ces services ont pu être assurés avec le personnel existant. Mais, si l'effectif n'a pas été accru, aucune amélioration du rendement individuel n'a permis une diminution de cet effectif. Le document ajoute : « Ainsi donc, à salaire journalier égal, les ouvriers des services improductifs ont assuré les besoins d'une production journalière équivalente aux 82/100^e de la production réalisée sous le régime des 10 heures, et, pour obtenir une production journalière égale à ce qu'elle était sous ce régime, il eût été nécessaire d'employer 100 ouvriers au lieu de 82, ce qui correspond à une majoration d'effectif de 22 0 0 et à une augmentation égale de l'ensemble des salaires ».

c) *Répercussion sur les prix de revient des produits fabriqués*. — « Les conclusions énoncées, en ce qui concerne la main-

d'œuvre productive et les services improductifs, reçoivent une confirmation très nette lorsqu'on établit une comparaison entre les prix de revient d'usine (main-d'œuvre dépensée, plus frais généraux) de produits semblables exécutés immédiatement avant et après l'application du régime des 8 heures. On constate, en effet, pour cet élément partiel du prix de revient total, une augmentation de l'ordre de 15 à 20 0/0 ».

Conclusions

« La réduction de la journée de travail a été sans influence sur la productivité horaire des ouvriers.

« Dans les industries à feu continu, pour maintenir la même production journalière que sous le régime précédent il a fallu procéder à une augmentation d'effectif de 45 à 50 0/0 et, comme le salaire journalier de chaque ouvrier est resté le même, il en est résulté une augmentation de dépenses de 45 à 50 0/0.

« Dans les industries à feu discontinu et les industries mécaniques, si la durée du travail effectif quotidien avait passé exactement de 10 heures à 8 heures, la production journalière aurait diminué de 20 0/0 ; étant donné le gain de vingt minutes qui, comme nous l'avons indiqué plus haut, a été réalisé sur les temps perdus, la diminution n'a été que de 18 0/0 en chiffres ronds. Un accroissement de plus de 20 0/0 du chiffre du personnel et des dépenses de main-d'œuvre eût été nécessaire pour produire autant que sous le régime des 10 heures.

« Dans la mécanique, ces charges se trouvent aggravées par des majorations qui sont souvent appliquées à la rémunération des heures faites en dehors de la durée normale de la journée de travail.

« Le tableau ci-dessous résume ces conclusions :

Travaux à feu continu	Augmentation de l'effectif à production égale	Augmentation des frais de main d'œuvre à production égale
Métallurgistes.....	30 à 50 0/0	45 à 50 0/0
Conducteurs d'appareils mécaniques.....	50 0/0	
Ouvriers des services auxi- liaires.....	50 0/0	
Travaux à feu discontinu et Travaux mécaniques		
Main-d'œuv. productive. (1)	22 0/0	20 0/0
Services improductifs.....	22 0/0	22 0/0

Dans son chapitre II, consacré à des considérations générales, le rapport de l'Union des Industries Métallurgiques montre l'impossibilité de compenser par un perfectionnement d'outillage, la diminution de la durée du travail du personnel. Il touche là à une question spécialement agitée lors de l'élaboration de la loi et au lendemain de sa promulgation. La réponse de l'Union est propre à décevoir les espérances primitivement conçues :

« Il est bien évident que les industriels cherchent autant que possible à augmenter le rendement et à réduire le prix de revient et qu'ils ont tout intérêt à maintenir continuellement leur outillage à la hauteur des méthodes les plus modernes. On ne voit donc pas pourquoi on a pu supposer que l'introduction de la loi des 8 heures coïnciderait précisément avec une transformation des ateliers, et l'expérience a prouvé que, malgré le désir qu'avaient les industriels d'atténuer par des améliorations d'organisation et d'outillage les conséquen-

(1) « Nous supposons que cette main-d'œuvre travaille non à la journée, mais aux pièces, à la tâche ou au temps. »

ces de la diminution de la durée du travail sur la production, en général cette compensation n'a pas été possible. Pour atteindre le travail effectué primitivement en 10 heures, il aurait fallu rendre mécaniques tous les services de maintenance, chose impossible dans la majorité des cas. Peut-on songer, par exemple, au comptage mécanique, à la vérification automatique comme au placement mécanique des pièces dans les casiers des magasins ? »

D'autre part, sous cette rubrique : « *Diverses conséquences de la loi de 8 heures qui ont nui à la bonne marche des industries* », l'Union signale toute une série d'entraves au rendement.

A chaque changement de poste, il se produit un certain flottement préjudiciable à la marche correcte de certains appareils, comme les gazogènes ; ce flottement a lieu dans le système de trois équipes trois fois par jour au lieu de deux auparavant.

« Il faut tenir compte de la non-continuité de la surveillance d'une même opération, ce qui, au four Martin, par exemple, amène des chances supplémentaires d'avoir des incidents de coulées qui nuisent à la qualité du produit fabriqué, comme d'ailleurs à l'entretien et à la durée du four. On peut dire que le système des trois postes conduit à un plus haut pourcentage de produits de qualité inférieure, en même temps qu'à une plus grande consommation de matériaux et à une moindre durée des fours. »

Il a fallu recruter des spécialistes expérimentés. Or ce recrutement a été rendu très difficile par la diminution des effectifs ouvriers résultant de la guerre. Le niveau de la capacité technique des spécialistes et contremaîtres, et, par suite, la qualité du travail, se sont abaissés.

La journée de 8 heures a eu des effets sensiblement égaux

dans les travaux d'entretien et de réparation. Le nombre des ouvriers n'ayant pu d'ordinaire être augmenté proportionnellement à la réduction des heures de travail, les travaux de réfection durent plus longtemps, d'où une immobilisation des machines et une augmentation des frais.

Le rapport de l'Union continue par les considérations suivantes qu'il convient de souligner :

« Il faudrait se garder de penser que les ouvriers qui travaillent 8 heures au lieu de 10 ou 12 fournissent pour cela, en raison de leur moindre fatigue, un travail de qualité supérieure. En effet, la plupart se livrent, en dehors de leur métier principal, à d'autres travaux, et, en supposant même qu'il n'en soit pas ainsi, on n'a constaté presque nulle part une augmentation de rendement horaire ou de qualité de travail.

« Nous connaissons des établissements dans lesquels les ouvriers n'avaient montré, au moment de l'application de la loi de 8 heures, aucune accélération dans leur activité. Récemment, le manque de commandes ayant amené dans ces mêmes établissements une réduction des heures de travail, on a remarqué que le personnel, stimulé par le désir de rattraper, au moyen d'un surcroît d'activité, une partie du salaire dont il était privé par le chômage, avait intensifié son effort. Cet exemple met en évidence combien la disposition de la loi des 8 heures, suivant laquelle la réforme horaire ne pouvait entraîner aucune réduction du salaire journalier, était peu favorable à l'accroissement d'activité des ouvriers.

« Il importe également de signaler que les quelques dérogations autorisées à titre exceptionnel (heures supplémentaires, récupération de temps perdu, etc...) sont subordonnées à tant d'autorisations et de démarches que leur efficacité s'en trouve beaucoup diminuée ».

Enfin, ce Document, dont le haut intérêt justifie les larges emprunts que nous lui faisons ici, constate les perturbations apportées par la loi des 8 heures dans l'activité de certains établissements. Il donne deux exemples très probants, pris dans des genres d'industries bien différents.

Une société de constructions navales n'a pas reçu, depuis l'application de la loi, une seule commande de navires des armateurs ; ceux-ci estiment que les prix sont prohibitifs et rendraient économiquement inexploitable les navires, si simples soient-ils ; la valeur d'amortissement et d'assurances qu'ils auraient à prévoir serait beaucoup trop élevée.

Une usine comprenant forges, laminoirs et aciéries, située dans les Vosges, qui avait résisté aux troubles de la guerre de Trente Ans, à ceux de la Révolution et aux transformations de la métallurgie, a succombé sous le coup de la loi des 8 heures. Avant l'application de cette loi, cette usine occupait 260 ouvriers, dont 150 métallurgistes proprement dits, qui travaillaient en deux tournées de 12 heures et habitaient en majeure partie le village même. L'introduction du régime nouveau aurait nécessité une équipe supplémentaire de 75 ouvriers métallurgistes et une vingtaine d'autres ouvriers pour assurer les services auxiliaires. Même si ces 95 ouvriers avaient pu être recrutés, les conditions géographiques et économiques où se trouvait l'usine ne lui auraient pas permis de supporter une pareille charge. Il fallut donc fermer l'établissement. Les ouvriers s'expatrièrent, le village se dépeupla et toute la contrée en ressentit le contre coup.

II. — Houillères

La loi du 31 décembre 1913 avait disposé : « La journée des ouvriers employés dans les travaux souterrains des mines de combustible ne peut excéder la durée de 8 heures.

Cette durée est calculée, pour chaque poste et pour chaque catégorie d'ouvriers, depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendants, jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontants ».

La loi du 24 juin 1919 (loi Durafour) a étendu le principe de la journée de 8 heures aux ouvriers du jour comme à ceux du fond des mines. De plus, elle a modifié le mode de calcul concernant les ouvriers du fond de la manière suivante : « Cette durée est calculée, pour chaque poste et pour chaque catégorie d'ouvriers, depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des premiers ouvriers descendants, jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontants ».

Cette modification dans le calcul de la durée de présence dans la mine correspond à une perte moyenne de travail utile de 16 0/0. Il n'y a, en effet, qu'un ouvrier théorique qui fasse 8 heures ; c'est celui qui descendrait le premier et remonterait le dernier. Les ouvriers font en moyenne 7 h. 1/2, 7 h. 3/4 de travail effectif. La loi Durafour a diminué la durée du travail dans les mines de 1 h. 1/4 à 1 h. 1/2 par ouvrier et par jour (1). Depuis cette loi, le rendement individuel de l'ouvrier mineur n'a cessé de diminuer ; cette diminution apparaît aujourd'hui comme consolidée. Par rapport à 1913, le rendement journalier des piqueurs est tombé de 3.074 à 2.617, le rendement de l'ensemble des ouvriers du fond de 975 à 713 kilogs, et le rendement de l'ensemble des effectifs, fond et jour, de 668 à 443 kilogs. La baisse moyenne atteint donc 15 0/0 pour les piqueurs, 25 0/0 pour l'ensemble du fond, 33 0/0 pour l'ensemble fond et jour.

(1) PONCET et MIREAUX : *la France et les huit heures*, p. 169.

En prenant pour base la baisse moyenne de l'ensemble des effectifs fond et jour et en l'appliquant, déduction faite du personnel employé dans les mines sinistrées encore en reconstitution, la baisse apparaît d'environ 20 0/0 (soit 668 kilogs à 536 kilogs.) (1)

Les expériences faites dans les autres pays ont été concordantes et ont montré que la réduction du travail provoque normalement une baisse parallèle du rendement (2).

III. — Bâtiment

Les négociations entre la Fédération Nationale du Bâtiment et des Travaux Publics et la Fédération des travailleurs du Bâtiment et des Travaux Publics furent longues et délicates. Les difficultés provenaient du « caractère saisonnier » de l'industrie du bâtiment (3). Les patrons proposaient une solution tendant à organiser la récupération des heures perdues pendant la mauvaise saison, tout en ne dépassant pas la moyenne de 8 heures par jour (4). Les ouvriers, rejetant ces propositions, exigèrent l'application de la journée de 8 heures, hiver comme été, sans aucune récupération. La clause suivante fut seulement insérée dans l'accord du 19 mai 1919 : « Si toutefois, pour des raisons d'ordre particulier, de saison ou de région, des modalités différentes doivent être adoptées, elles ne pourront être prises qu'entre syndicats patronaux et syndicats ouvriers et dans les limites de la loi ». Cette formule vague excluait tout engagement précis en vue de la récupération des heures perdues.

Les accords particuliers conclus, soit à Paris, soit en pro-

(1) PONCET et MIREAUX, *op. cit.*, p. 170.

(2) Allemagne et Angleterre, PONCET et MIREAUX, *ibid.* p. 171 et suiv.

(3) PONCET et MIREAUX, *op. cit.* p. 184 et suiv.

(4) 2.500 heures de travail par an : 10 h. par jour de mars à octobre inclus, 8 heures par jour de novembre à février inclus.

vince, n'organisent, en général, aucune récupération des heures perdues. La résistance des ouvriers sur ce point explique la baisse du rendement que l'on évalue entre 20 et 30 0/0 de la production antérieure (1).

Les ouvriers des régions libérées ont montré plus de bonne volonté. Un certain nombre d'accords conclus dans ces régions en 1919-1920 fixent des modes de récupération (2). Aussi le décret portant règlement d'administration publique, en date du 5 août 1920 (3), pour l'application aux régions libérées de la loi du 23 avril 1919 pose-t-il le principe de la récupération des heures perdues. La circulaire du 16 novembre 1920 indique que cette récupération sera évaluée forfaitairement selon les modes admis dans les ententes particulières entre patrons et ouvriers. Malgré cela, la production a été, dans le Nord et l'Est, inférieure à ce qu'elle était sous le régime des 10 heures, à peu près dans la même proportion que la diminution du temps de travail (4).

En ce qui concerne les régions autres que les régions libérées, il n'est pas encore intervenu de règlement d'administration publique. Mais il est à notre connaissance qu'un avant-projet de règlement stipule une compensation des heures perdues, en principe dans la semaine, ou, en cas d'impossibilité, dans la quinzaine, sous la réserve que la durée du travail ne dépasse pas 48 heures par semaine ou 96 heures par quinzaine.

(1) PONCET et MIREAUX, *op. cit.*, p. 187.

(2) Accord d'Amiens : 8 heures pendant 4 mois d'hiver et 9 heures pendant 8 mois d'été.

Accords de Douai, Roubaix, Reims, établis sur les mêmes bases, avec quelques variantes : PONCET et MIREAUX, p. 188.

(3) *J. O.*, du 9 août 1920.

(4) PONCET et MIREAUX, p. 189.

IV. — Transports

Les Transports commandent toute la production; aussi les conséquences de la loi des 8 heures dans ce domaine prennent-elles une signification particulièrement grave.

Il y a lieu de les envisager successivement dans la marine marchande et dans les chemins de fer.

1^o *Marine Marchande*. — La loi du 2 août 1919 a fixé à 8 heures par jour la durée du travail effectif des personnes de l'un et l'autre sexe et de tout âge employés sur un navire affecté à la navigation commerciale (1). D'autre part le décret du 29 avril 1921 a porté règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures dans les industries de la manutention dans les ports. Il s'est tenu à Gênes, en juin 1920, un Congrès dans lequel le principe de la loi du 2 août 1919 a été discuté par toutes les nations maritimes du monde. Tous nos concurrents l'ont énergiquement rejeté. La France est le seul pays qui ait adopté la mesure édictée par la loi en question. Et il y a lieu de noter à ce sujet que les marins britanniques, considérant que leurs intérêts sont solidaires de la marine nationale et qu'il importe de maintenir la puissance de cette dernière, se sont opposés à l'application de la loi des 8 heures (2).

En ce domaine, il est difficile de parler de diminution de la production et de l'apprécier directement. Il convient de recourir à des indices qui sont l'augmentation des effectifs et celle du nombre des heures supplémentaires payées aux équipages. Des indications précises ont été fournies sur ces

(1) *Bulletin du Ministère du Travail*, 1919, p. 124.

(2) V. *l'Information Sociale*, 3 juillet 1921 : les 8 heures dans la marine marchande : M. HAWELOCH WILSON et l'impérialisme britannique.

deux points dans le rapport de M. Paul de Rousiers au nom du Comité Central des Armateurs de France, en date du 17 janvier 1921 (1). En voici le résumé :

Augmentation des effectifs

1^o LONG COURS : A. *Paquebots et mixtes*. — Le personnel du pont et des machines n'a augmenté que dans une proportion relativement peu élevée (de 1 0/0 à 6,57 0/0, la moyenne se tenant entre 4 à 5 0/0).

Il en fut autrement dans le personnel du service général (cuisiniers, garçons, femmes de chambre, etc...). Sous le régime de la loi de 1907, ces agents n'étaient pas compris dans la réglementation du travail à bord ; il a donc fallu en augmenter le nombre dans une proportion considérable, puisque par la loi du 2 août 1919, ils ne devaient plus faire que 8 heures de travail effectif par jour. Mais les variations de l'effectif et la différence entre les navires empêchent de donner des chiffres précis.

B. *Cargos longs-courriers*. — La moyenne des chiffres relevés est de 7,86 0/0 d'augmentation dans certaines régions, 12 à 15 0/0 dans les autres.

C. *Grands voiliers*. — Ce sont les navires dont la campagne dure environ 10 mois avec 5 à 6 semaines dans le port. Leur effectif a été augmenté de 17 à 26 0/0.

2^o CABOTAGE INTERNATIONAL A COURTE DISTANCE ET CABOTAGE NATIONAL : A. *Paquebots et mixtes*. — Augmentation nulle sur certaines petites lignes faisant des traversées de 24 heures et pouvant facilement organiser le service de 48 heures par semaine. Sur les autres paquebots, augmentation de 12 à 15 0/0.

(1) V. l'analyse de ce rapport dans PONCET et MIREAUX, p. 196.

B. *Vapeurs de charge*. — Certains, en vertu de la loi de 1907 et du règlement d'administration publique du 20 septembre 1908, qui avaient prescrit l'organisation à trois quarts, quand le service de deux quarts aurait pour effet d'imposer plus de 10 heures de travail par jour pendant plus de 2 jours consécutifs, n'ont subi qu'une augmentation de 10, 8 0/0. Ceux qui avaient conservé l'organisation des 2 quarts sous le régime de 1907 ont dû effectuer une augmentation de 30 0/0.

Heures supplémentaires

On a largement usé de la faculté de demander au personnel des heures supplémeataires.

Sur les paquebots et mixtes longs-courriers, elles atteignent très souvent 60 heures par mois. Sur 12 paquebots où l'on faisait, avant la loi du 2 août 1919, 6.044 heures supplémentaires par mois, la moyenne mensuelle de ces heures a atteint 63,865, soit 57,821 de plus que sous le régime antérieur, dont 50.234 pour le personnel du service général.

Sur les longs-courriers, il est peu fait usage des heures supplémentaires. Pour le pont et les machines, elles ne dépassent pas 20 à 36 minutes par jour et par homme d'équipage.

Sur les grands voiliers, où la navigation n'est pas interrompue le dimanche, les hommes ont le droit, chaque dimanche, de réclamer le paiement de 8 heures supplémentaires par semaine.

Pour les navires de cabotage, sur les paquebots et mixtes, l'ensemble des heures supplémentaires ressort à 33 minutes, et sur les vapeurs de charge de 30 à 40 minutes par homme et par jour.

En résumé, les dépenses supplémentaires dues à la loi des 8 heures (tant en effectifs qu'en heures supplémentaires) se résument dans le tableau suivant :

	Par tonneau de jauge brute et par an —
Paquebots de longs cours..	Frs 133,36
Mixtes.....	» 106,21
Cargos.....	» 70,68
Grand voiliers	» 30, »
Dans le grand cabotage à courte distance :	
Paquebots.....	Frs 12
Vapeurs de charge..	» { 15 à 20 (limite inférieure) 84 fr. (— supérieure)

Tandis que ces lourdes charges pèsent sur l'armement français, l'armement anglais, la « Shipping Federation » vient de publier deux circulaires qui établissent la journée de 8 heures pour le personnel ne prenant pas le quart (ce qui n'est qu'un réajustement à portée très limitée) et réglemente la durée du service au port du personnel assujéti au quart en deux quarts, soit avec certaines restrictions la journée de 12 heures. La plupart des heures faites en sus des 8 heures doivent être payées au tarif des heures supplémentaires, mais le capitaine peut, à son choix, substituer, en paiement des heures supplémentaires, une permission d'égale durée dans le même port ou dans tout autre port au cours du voyage. Grâce à ces dispositions, la « Shipping Federation » évite l'augmentation des effectifs et le paiement d'heures supplémentaires qui constituent une si lourde charge pour la marine française. (1)

» En 1922, écrit très justement M. Gaston Japy (2), alors qu'il faut à tout prix relever notre situation financière et économique, est-il naturel d'écraser notre marine marchande par des règlements que toutes les nations ont rejetés ? Que va-t-il

(1) PONCET et MIREAUX, *op. cit.* p. 200.

(2) *Echo de Paris*, 17 janvier 1922.

arriver ? L'étranger viendra, dans nos ports, prendre le frêt que nos navires ne peuvent céder à un prix acceptable et nous allons payer plus d'un millird et demi par an aux marines étrangères, exportant de l'argent, alors que tous nos efforts devraient tendre à en faire rentrer en France. Nos navires désarmeront, nos matelots manqueront de travail. Nos armateurs demanderont l'aide du gouvernement. Un nouveau gouffre sera creusé dans le budget et le contribuable français, dont le porte-monnaie est beaucoup moins rebondi que jadis, devra payer plus d'impôts ».

Ces considérations ont décidé l'assemblée des Présidents des Chambres de Commerce de France, où 130 Chambres étaient représentées, à émettre un vœu en faveur de la suspension de la loi des 8 heures dans la marine marchande (1).

Qu'il nous soit permis encore de formuler une observation, relative à la répercussion de l'état de choses qui vient d'être décrit, sur l'industrie de la pêche maritime. Il arrive, en effet, que la vente du poisson suffise à peine à couvrir les frais de l'équipage ; aussi ne faut-il pas s'étonner que les pêcheurs anglais apportent leur poisson au Havre, à Dieppe, à Fécamp, à Dunkerque et que la Belgique envoie le sien par camions automobiles dans nos villes du nord, tandis que celui de la Hollande et de l'Allemagne est envoyé dans nos régions de l'est. (2).

2^o *Chemins de fer*. — On ne peut pas dire que la loi des 8 heures soit applicable aux chemins de fer puisque le règlement d'administration publique pour la mise en vigueur de cette loi dans cette industrie n'a pas encore été rendu. Mais les Compagnies, dans les Commissions paritaires, où elles semblent

(1) V. *La Journée industrielle* du 25 mai 1921.

(2) M. R. G. LÉVY, *op. cit.*

d'ailleurs avoir mal défendu leurs intérêts, ont décidé, avant d'y être légalement obligées, d'accepter la journée de 8 heures. Il ne faut donc pas parler des conséquences de la loi de 1919, mais bien de celles du régime résultant, en cette matière, des accords entre les Compagnies et leur personnel.

Or la mise en pratique de ces accords a donné de si mauvais résultats que le Ministre des Travaux Publics en a tenu compte dans l'élaboration du règlement à intervenir et dont la caractéristique essentielle est une distinction nette entre le travail effectif et la présence.

D'autre part aucun accord n'est intervenu entre les réseaux et les mécaniciens, chauffeurs et agents des trains. Mais le Ministre, usant des pouvoirs que lui conférait la loi de 1843, a réglementé le travail de ces agents par des arrêtés du 8 novembre et du 15 novembre 1919 sur la base du régime des 8 heures.

C'est dans ces conditions qu'il est permis actuellement d'étudier les effets du régime en question dans les chemins de fer. Ces effets devaient être d'autant plus néfastes que le matériel était diminué et en très mauvais état d'entretien par suite de la guerre (1).

Le nouveau régime eut pour l'ensemble des Compagnies des conséquences désastreuses qui peuvent être rangées en trois catégories : augmentation du nombre des agents, augmentation des dépenses de personnel, diminution du rendement.

En premier lieu, la durée moyenne de travail n'a plus été, suivant les réseaux, que de 6 h. 45 à 7 h. 20 pour les mécaniciens et chauffeurs et 6 h. 43 à 6 h. 55 pour les agents des trains. Dans certains cas la durée effective du travail est tombée à 3 h. 47 ; dans certaines petites gares où ne passent

(1) PONCET et MIREAUX, *op. cit.*, p. 200 et suivantes — M. R. A. LÉVY *op. cit.*

qu'un train le matin et un le soir, le nombre des agents a été doublé sous prétexte que l'intervalle de douze heures séparant le passage de ces deux trains dépassait la durée légale du travail.

D'après les calculs officiels des réseaux, la loi a nécessité à trafic égal et par rapport au régime en vigueur en 1913, une augmentation de personnel de plus de 100.000 agents pour l'ensemble des réseaux : leur nombre a, en effet, passé de 282.000 à 386.000.

Par rapport à 1913, l'effectif a augmenté de :

25 à 32 0/0 pour les agents des gares ;

30 à 37 0/0 pour les agents des trains ;

40 à 42 0/0 pour les mécaniciens et chauffeurs.

Sur le réseau de l'Etat qui avait, avant la guerre, 75.000 agents, l'application de la loi a entraîné, à elle seule, un accroissement de personnel d'environ 20.000 agents.

L'augmentation du personnel a naturellement eu pour conséquence une augmentation de dépenses. Tandis que l'accroissement du nombre des agents représentait environ 30 0/0 par rapport aux chiffres de 1913, la dépense moyenne par agent, qui était en 1913 de 2.160 francs a passé à 6.638 francs en 1920, soit une augmentation de 207 0/0.

La comparaison des dépenses totales de personnel et des recettes d'exploitation donne le tableau suivant :

	1913	1920
Etat.....	50 0/0	66 0/0
Nord.....	36 »	60 »
Est.....	37 »	65 »
P.-L.-M.....	35 »	50 »
P. O.....	30 »	54 »
Midi	28 »	63 »
Moyenne :..	36 »	58 »

Ces chiffres ne donnent qu'une idée très insuffisante des dépenses totales occasionnées par la loi. Il a fallu notamment augmenter le nombre des locomotives et modifier le matériel pour faire face à la situation nouvelle. De ce chef, la loi a coûté 192 millions qui, ajoutés aux 694 millions représentant le supplément de dépenses du personnel, donnent 886 millions de nouvelles charges annuelles (1). D'après une évaluation plus récente du Ministre des Travaux Publics, l'introduction de la journée de huit heures a entraîné 4.100 millions de dépenses supplémentaires : 800 pour le personnel, 300 pour le matériel, machines et installations (2). Ces 4.100 millions représentent le tiers du déficit de 1920 et au moins la moitié de celui prévu pour 1921.

Enfin la multiplication des emplois, loin d'intensifier le trafic, a amené une diminution du rendement. La nécessité d'assurer le service a obligé les Compagnies à être moins difficiles sur la qualité des nouveaux agents. La durée du stage en vue de l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions de mécanicien a été réduite de trois ou quatre ans à six ou sept mois.

Voici la statistique comparative des accidents et des vols (3).

	1913	1920	Augmentation 0/0
	—	—	—
Tués.....	61	122	100
Blessés.....	412	1.184	187
Vols (en francs).	17.660.000	241.918.000	1.136

L'inexpérience des agents explique en partie cette situation.

(1) PONCET et MIREAUX, p. 202.

(2) J. O. 23 mars 1921.

(3) PONCET et MIREAUX, *op. cit.* p. 203.

Dans les ateliers le rendement horaire a beaucoup diminué, ce qui a entravé la réfection du matériel roulant.

Le rendement du personnel des agents des trains et des gares ayant subi une forte diminution, il en est résulté une diminution du tonnage moyen transporté et du parcours moyen par équipe.

Le parcours moyen est tombé, sur le réseau du Midi, de 140 à 110 (kilomètres), sur l'Etat de 124 à 89, en considérant les années qui précèdent et celles qui suivent la réforme.

Sur le P. O. le tonnage chargé par heure de travail qui était de 1 tonne 18 en 1913 s'est réduit à 0 tonne 90 en 1920 (soit 23 0/0 de diminution). Le nombre des wagons manœuvrés par heure a également passé de 4.27 à 3.37 (soit 21 0/0 de diminution).

En somme, le rendement moyen de chaque agent a été réduit d'environ 20 0/0, c'est-à-dire dans la proportion même de la réduction de la journée de travail.

Les renseignements obtenus sur les transports en commun, donnent des résultats analogues. Pour maintenir le rendement antérieur, les entreprises ont dû augmenter leur personnel de 15 à 20 0/0 en ce qui concerne les ouvriers des dépôts de traction, de la voie et des services électriques, travaillant à l'heure, ainsi que le personnel de l'exploitation (contrôleurs, receveurs, machinistes travaillant à la journée) ; de 10 0/0 en ce qui concerne le personnel des ateliers de fabrication travaillant aux pièces ou à l'heure (1).

V. — Industries textiles

Cette branche de la production française est celle qui emploie le plus grand nombre d'ouvriers et l'une de celles où la technique et la machine ont atteint le plus haut dévelop-

(1) PONCET et MIREAUX, p. 205.

pement. L'effet de la journée de 8 heures a été soit de diminuer de 2 heures le temps pendant lequel tournent les broches et les métiers, soit d'obliger à modifier toute l'organisation du travail en contraignant à former deux équipes et à doubler le nombre d'ouvriers (1). La plupart des usines n'étant pas en état de recruter ce personnel supplémentaire, ont dû travailler 2 heures de moins.

Dans ces conditions, il ne leur fut pas possible de maintenir la production au même niveau qu'avec la journée de 10 heures. D'une part l'amélioration de l'outillage était impossible, celui-ci ayant déjà atteint tous les perfectionnements possibles. D'autre part, on ne pouvait songer à améliorer le rendement de la main-d'œuvre en confiant à un même ouvrier un nombre plus élevé de machines à surveiller, car, sans même faire état des résistances ouvrières, la qualité des matières employées, dans la laine, par exemple, empêche souvent de confier plus de deux métiers à tisser au même ouvrier (2).

La Société d'Etudes et d'Informations économiques n'a pas pu faire une enquête détaillée dans l'industrie textile, tant à cause des conditions anormales du travail dans les régions dévastées que de la crise économique que traverse, en ce moment, cette branche de l'industrie, qui fait que depuis plusieurs mois on n'a même pas travaillé 8 heures dans la plupart des industries textiles françaises.

Mais, des renseignements fournis par les industriels, il résulte que la diminution de la productivité journalière a été partout proportionnelle à celle de la réduction des heures de travail (soit une baisse d'environ 20 0/0).

Cette constatation est rigoureuse dans la filature. Dans le

(1) *ibid.*, p. 190.

(2) PONCET et MIREAUX, p. 193.

tissage, où l'ouvrier peut, par la rapidité avec laquelle il rattache les fils, agir davantage sur le rendement, on a parfois constaté une récupération de 1 ou de 2 0/0.

Dans la soie, la production a aussi diminué dans la même mesure que le temps de travail. Dans le tissage de la soie, où le travail se fait aux pièces et à domicile, la production aurait dû être peu atteinte. Mais l'établissement d'un salaire minimum a sensiblement augmenté le prix des tissus à bon marché de grande vente, dont le métrage fabriqué en 8 heures ne pouvait pas être égal à celui obtenu en 10 heures. D'après la Chambre syndicale des fabricants de soierie de Lyon, il faut fixer à 33 0/0 la perte de production journalière et à 25 0/0 l'augmentation de ce fait des prix de revient dans les tissages de soie de la région lyonnaise (1).

VI. — Industries chimiques

Dans ces industries, l'ouvrier est le spectateur d'un processus de fabrication où il n'intervient pas directement. Les réactions, dont on ne modifie pas la durée, commandent le travail ; on n'a pas trouvé le moyen de les hâter. La production horaire individuelle étant donc restée sensiblement la même, on a dû, pour maintenir le rendement de l'usine, recourir à des augmentations de personnel correspondant à la réduction de la journée de travail.

Dans les usines à feu continu, rares dans l'industrie chimique, la production a pu être maintenue par la substitution du régime des trois équipes à celui des deux équipes.

Dans les usines où l'on ne pouvait introduire le travail à feu continu, la journée de 8 heures a amené une baisse du

(1) PONCET et MIREAUX, p. 194.

Le décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi dans les industries textiles est du 12 décembre 1919.

rendement de 2/10. En certains cas, l'installation de nouvelles machines et l'augmentation du personnel ont réduit cette perte, mais en grevant le budget de l'entreprise.

La situation a été particulièrement difficile dans certaines fabrications qui comportent des réactions dont la durée dépasse 8 heures, temps normal du travail d'une équipe, sans cependant atteindre la durée de travail de deux équipes (1).

La conclusion de tout ce qui précède tient en peu de mots. L'expérience instituée en 1919 peut être regardée comme décisive. Dans toutes les industries, la production a diminué dans la proportion même du temps du travail. On est en droit d'estimer, aujourd'hui, à 20 0/0 la diminution subie par la production française du fait de la loi des 8 heures (2). Un semblable résultat trouble d'une manière fatale et profonde l'économie nationale.

(1) PONCET et MIREAUX, p. 195.

(2) PONCET et MIREAUX, p. 206.

CHAPITRE TROISIÈME

LA LOI DES HUIT HEURES ET SA RÉPERCUSSION SUR LES SALAIRES ET LES PRIX

La hausse générale des prix a été l'une des conséquences économiques les plus importantes de la guerre. Il n'entre pas dans le plan de notre travail d'étudier ce phénomène quant à ses origines, son évolution et ses multiples répercussions. Notre seule intention est de montrer comment et dans quelle mesure la loi des 8 heures a contribué à cette hausse.

La diminution de la journée de travail a été un facteur de renchérissement en augmentant le coût de production, soit par l'accroissement des frais de main-d'œuvre, soit par celui des autres facteurs du prix de revient.

Considérons d'abord la cherté de la main-d'œuvre. Il est incontestable que, d'une manière générale, la hausse des salaires a provoqué, au cours de la guerre de 1914 et des années suivantes, une répercussion sur le prix des marchandises. Au lieu de reconnaître que la hausse des prix était un effet logique et normal de la guerre, puisque la plupart des

adultes producteurs avaient été soudainement enlevés à leur travail professionnel, les consommateurs se sont révoltés contre elle. En l'état rudimentaire des connaissances économiques de l'immense majorité de la clientèle, cette révolte était peut-être inévitable, mais il était fatal aussi qu'elle aggravât le mal. Elle s'est surtout manifestée sous la forme d'une hausse exagérée des salaires. Nos mœurs démocratiques n'ont pu tolérer que le poids des grandes perturbations économiques porte exclusivement sur les modestes travailleurs alors que les classes aisées réussiraient à maintenir presque sans altération leur train de vie habituel. Une pareille inégalité eût semblé plus choquante encore au moment où, pour repousser l'invasion, il était fait appel au concours de tous les Français, sans distinction de classes. Mais il n'en est pas moins vrai que ces mesures démocratiques de hausse des salaires tendaient à rendre plus aiguë la crise de sous-production. Les salariés sont la plus grande partie de la nation et la prétention que l'on affirmait de maintenir le pouvoir d'achat de cette immense clientèle devait inévitablement déclencher une nouvelle hausse des prix.

L'élévation des salaires a agi sur le prix des marchandises en augmentant le prix de revient chez le producteur, en développant chez certains commerçants la tentation de hausser d'une manière factice les prix de vente, en donnant enfin au consommateur l'illusion de l'enrichissement et en l'amenant à surveiller moins le montant de ses dépenses.

La hausse des salaires s'est d'ailleurs combinée avec l'accroissement énorme de la circulation fiduciaire pour aboutir au renchérissement de l'existence. Chacun a pu suivre le cours des choses sous cet aspect. L'Etat, pressé de recevoir des munitions et des vivres pour l'armée, a fait mettre à sa disposition par la Banque de France de nombreux milliards

de billets de banque, afin de payer sans délai industriels et commerçants. Pour stimuler la production, il a offert des prix élevés et, à leur tour, les employeurs, dans le but d'attirer la main-d'œuvre, lui ont alloué des salaires inconnus jusqu'alors. Une importante partie de la population s'est ainsi trouvée d'avoir à sa disposition beaucoup plus de billets de banque que par le passé ; par suite, elle fut portée à payer les prix élevés qu'on lui demandait et à s'offrir des choses qu'elle ne pouvait pas naguère acheter.

Telle fut l'origine de la crise qui s'est perpétuée après la guerre et qui battait son plein lors de l'application de la loi des 8 heures. Il n'est pas douteux que la disposition de cette loi (article II) suivant laquelle la réduction des heures de travail n'entraînerait aucune diminution du salaire, s'est traduite, la production ne se maintenant pas au niveau antérieur, par une hausse des prix de revient. Les mêmes frais de main-d'œuvre devaient, en effet, se répartir sur une production réduite d'un cinquième. Pour préciser la mesure d'après laquelle la loi des 8 heures a influé, par la voie de l'accroissement des salaires, sur la hausse des prix de l'ensemble des produits, il faudrait connaître exactement la part de la main-d'œuvre dans les prix de revient. Une tentative d'évaluation de ce genre a été faite par MM. Poncet et Mi-reaux, à la suite de l'enquête de la Société d'Etudes et d'Informations économiques (1). Il convient de l'examiner ici :

Le total des salaires industriels et commerciaux a été évalué pour l'année 1911 à 8.400 millions de francs (2). L'activité industrielle ayant été réduite par suite de la guerre de 30 0/0

(1) *op. cit.*, p. 214 et suiv.

(2) RENÉ PUPIN : *Richesse privée et finances françaises*, 1919.

Pour l'année 1908, DE LAVERGNE et HENRI (*La richesse de la France*, 1908) avaient donné le chiffre de 7.800 millions.

environ, le total des salaires payés annuellement depuis les hostilités peut être estimé, valeur 1911, à 6 milliards de francs environ. Il faut multiplier ce chiffre par un coefficient de 3,95, représentant la hausse des salaires au cours des dix dernières années.

Le *Bulletin* de la statistique générale de la France de juillet 1921 a publié une étude (1) contenant un tableau comparé des salaires par professions en 1911 et en 1921, établi d'après les évaluations des Conseils de prud'hommes ou des maires, Le nombre 100 étant pris comme indice de base en 1911, les indices des salaires journaliers en 1921, étaient les suivants :

Ensemble des professions masculines :

Paris.....	334
Province.....	410

Ensemble des professions féminines :

Paris.....	390
Province.....	412

L'indice moyen des salaires des professions masculines est évalué à 392, celui des salaires des professions féminines à 401. A raison de deux employés et ouvriers hommes pour une femme, et étant donné que les salaires féminins sont inférieurs aux salaires masculins, l'indice moyen général des salaires ressort à 394.

Multiplions par le coefficient 3, 94, représentant la hausse des salaires au cours des dix dernières années, le chiffre de 6 milliards représentant (valeur 1911) le total des salaires annuellement payés depuis la guerre par le commerce et l'industrie. Nous obtenons 23.640 millions. Ce chiffre doit être majoré, puisque la journée de 8 heures a entraîné des augmentations forcées de personnel. On arrive à estimer à

(1) *Enquête sur les salaires en 1920 et 1921*, par DUGÉ de BERNONVILLE.

25 milliards par an en moyenne le total des salaires industriels et commerciaux.

Rappelons que, par l'effet de la loi des 8 heures, ces 25 milliards se trouvent répartis sur une production diminuée d'un cinquième. Il en résulte pour la consommation une charge supplémentaire de cinq milliards qui représente, en chiffres ronds, la part de la journée de 8 heures dans la hausse des prix.

Quelle est maintenant la valeur relative de ce chiffre de 5 milliards par rapport à la valeur de l'ensemble de la production industrielle ? L'évaluation de la production industrielle française, par les soins du Ministère du Commerce, d'après les renseignements des Chambres de Commerce (1910) et les statistiques administratives (1912) donne une valeur totale de 15 milliards de francs. Si l'on admet que cette production a été diminuée d'un tiers au lendemain de la guerre, la production d'après-guerre représente environ 10 milliards (valeur d'avant guerre).

Les indices des prix de gros ont été successivement :

juillet 1914.....	100
— 1919.....	356
— 1920.....	506
— 1921.....	337

avec un maximum de 600 en avril 1920.

On peut admettre comme indice moyen d'après-guerre le nombre 400. La valeur annuelle moyenne de la production industrielle d'après-guerre serait de 40 milliards environ.

La majoration de prix (5 milliards) résultant de la loi des 8 heures représente, on le voit, un huitième, 12,5 0/0 de la valeur totale actuelle de la production et un sixième de la majoration globale (30 milliards) soit 16,6 0/0 de la majoration des prix depuis 1914.

La part de la journée de 8 heures dans la majoration des prix d'après-guerre a été évidemment plus considérable. Immédiatement après l'armistice, les indices des prix de gros ont été les suivants :

Juillet 1914.....	100
Décembre 1918.....	300
Janvier 1919.....	355
Février 1919.....	348
Mars 1919.....	343

c'est-à-dire un indice moyen de 350.

Si l'on prend cet indice comme base de calcul, la valeur de la production d'après-guerre aurait été de 35 milliards. La différence entre ce chiffre et le chiffre moyen de 40 milliards accepté plus haut, est de 5 milliards, et correspond exactement à la majoration des prix causée par la loi des 8 heures. Cette coïncidence, ajoutent MM. Poncet et Mireaux, porte à croire que les autres causes de hausse et de baisse se sont compensées depuis l'armistice et que la hausse moyenne restante est tout entière imputable à la loi des 8 heures.

Sans doute — et les auteurs auxquels nous venons de faire cet emprunt, le reconnaissent eux-mêmes — de semblables calculs ne peuvent donner que des résultats approximatifs. Cependant, ils permettent de se rendre un compte général de la répercussion que la journée de 8 heures a exercée, par l'élévation des salaires, sur le mouvement des prix.

Cette répercussion s'est produite sur l'ensemble de la production. Car il est manifeste que l'accroissement des frais de main-d'œuvre n'a pas correspondu à une unique phase des transformations subies par une matière déterminée depuis l'état naturel jusqu'au moment où elle est livrée à l'usage ou à la consommation. Une majoration analogue existe à chacune des transformations dont il s'agit, de telle sorte que

heures de travail, mais sur 8. Il faut remarquer aussi que la loi, prenant en considération, pour le limiter, non l'effort journalier, mais le temps de présence, a eu souvent pour effet de réduire à beaucoup moins de 8 heures la durée du travail effectif. Cette réduction a été aussi un facteur de l'augmentation du coût des produits ; il en a été ainsi, notamment, dans les chemins de fer et dans les mines. Et nous ne prétendons pas avoir épuisé la liste des conséquences diverses et plus ou moins indirectes qui ont agi dans le même sens du renchérissement des produits industriels.

Nous avons fait état plus haut de l'essai d'évaluation globale de la part de la loi des 8 heures dans la hausse des prix qui a été tenté par MM. Poncet et Mireaux, à la suite de l'enquête de la Société d'Etudes et d'Informations économiques. Cette évaluation est relative à l'action de la loi sur les prix de revient par la voie de l'accroissement des salaires.

L'Union des Industries Métallurgiques, tenant compte à la fois des majorations dépendant de l'élévation des frais de main-d'œuvre et des majorations qui sont indépendantes de ces derniers, a donné le très intéressant exemple de la répercussion de la journée de 8 heures sur le prix de revient d'une tonne de produits de fonderie :

Produit vendable.....	1000 kilogrammes	
Bocage, perte au feu.....	180	—
Fonte nécessaire.....	1180	—

Pour produire cette fonte, il faut :

$$\text{Minerai } 1180 \times 3 = 3540 \text{ kilogrammes}$$

$$\text{Coke } 1180 \times \frac{1250}{1000} = 1.475 \quad \text{—}$$

La journée de 8 heures influe de la façon suivante sur les différents éléments du prix de revient :

Majorations :

Sur la production de 3 t. 540 de minerai.....	15 0/0
Sur la production de 1 t. 475 de coke.....	15 0/0
Sur le transport de 1 t. 475 de coke.....	25 0/0
Sur la main-d'œuvre du haut fourneau : pour 1 t. 180 de fonte.....	50 0/0
Sur la main d'œuvre : répar., entretien, expéd., frais généraux.....	33 0/0
Sur le transport de 1 t. 180 de fonte à l'usine de 2 ^e fusion.....	25 0/0
Sur le prix de 0 t. 153 de coke nécessaire à la trans- formation de 1 t. 180 de fonte.....	15 0/0
Sur le transport de 0 t. 153 de coke.....	25 0/0
Sur la main-d'œuvre de transformation de 1 t. 180 de fonte.....	20 0/0

La moyenne géométrique de ces différentes augmentations donne 18,8 0/0.

Les produits de fonderie étant à la base de toute une série de transformations industrielles, on conçoit combien lourdement cette augmentation de 18,8 0/0 de leur prix de revient doit peser sur toutes les industries qui utilisent ces produits.

Quelques observations sont encore nécessaires pour montrer comment la loi des 8 heures a accentué l'influence réciproque et progressive de la hausse générale des produits et de l'élévation des salaires. La diminution de la journée de travail a entraîné, nous l'avons vu, une diminution de la production ; pour cette cause, et pour d'autres, que nous avons indiquées, les prix de revient industriels ont été majorés. On a pu évaluer à 5 milliards, nous l'avons montré, la charge supplémentaire imposée de ce chef à la consomma-

tion. Or cet impôt énorme frappait surtout la classe ouvrière, qui est la plus grosse consommatrice; celle-ci a obtenu des salaires plus élevés. D'autre part, bien que la durée du travail n'ait pas été réduite dans l'agriculture, les produits agricoles ont haussé sous l'influence de diverses causes, telles que l'augmentation du prix du matériel industriel nécessaire à la culture, l'élévation des frais de transports, et surtout l'accroissement des salaires agricoles. En effet les exploitants ont été contraints de faire aux ouvriers des champs des conditions comparables à celles qui les attireraient vers les chemins de fer et les industries des villes. En même temps les produits fabriqués étaient raréfiés, tandis que les ouvriers avaient, avec des loisirs plus longs, des occasions plus nombreuses de dépenses. Ainsi la loi de l'offre et de la demande jouait par ses deux termes dans le même sens, celui du renchérissement.

L'influence réciproque des prix et des salaires a été fort bien précisée par l'Union des Industries Métallurgiques dans les termes suivants : « Il est résulté de ces diverses causes une hausse de l'ensemble des produits, de sorte que l'ouvrier, possesseur de la même somme d'argent que sous le régime des 10 heures a vu en réalité, et malgré la précaution prise par le législateur de lui maintenir son salaire, diminuer sa puissance d'achat. Ce phénomène a eu nécessairement pour résultat une augmentation du salaire journalier de telle sorte que l'ouvrier s'est trouvé gagner pour 8 heures de travail plus qu'il ne gagnait autrefois pour 10 ou 12 heures. La conséquence en a été une nouvelle majoration des prix de revient industriels.... Ce renchérissement a eu à son tour une nouvelle répercussion sur le coût de la vie et le niveau des salaires, et l'on comprend comment de proche en proche le coût de la vie et le niveau des salaires s'élevèrent

progressivement. Ces répercussions successives ont constitué une cause partielle, mais importante, de la hausse générale des prix qui a soulevé tant de plaintes » (1).

Les effets de cette hausse ont été particulièrement ressentis par les ouvriers. Leur salaire nominal montait, mais par suite du renchérissement continu de la vie, leur salaire réel s'abaissait au-dessous du salaire normal. Les ouvriers n'obtenaient en somme que la rémunération de 8 heures de travail ; en conséquence ils ne pouvaient acheter qu'une quantité de richesses équivalente à 8 heures de travail, ce qui fait que la somme de richesses dont chacun d'eux pouvait profiter s'est trouvée inférieure de 20 0/0 à celle dont il jouissait précédemment. En fait, si le salaire n'a pas été abaissé, la production, elle, a été réduite de 20 0/0, ce qui a provoqué la diminution du pouvoir d'achat de ce salaire dans la même proportion.

En outre la diminution du rendement de la journée de travail entraînant un relèvement du prix de revient, rend difficile la vente des produits et tend à augmenter le chômage, contrairement à ce que l'on pourrait penser au premier abord. Un fait tout récent est trop typique à cet égard pour que nous ne le relations pas (2). Un de nos plus grands établissements métallurgiques du Nord a fait savoir à son personnel, qu'en présence des pertes continues que lui causait un prix de revient supérieur au prix de vente, il allait se voir obligé de fermer ses ateliers. Aussitôt les ouvriers ont offert de travailler 10 heures. Le chômage fut évité. Cet incident est plus instructif que beaucoup de discours.

(1) *Union des Industries Métallurgiques et Minières*, document n° 1269.

(2) Il est indiqué par M. R. G. LÉVY, *op. cit.*

CHAPITRE QUATRIÈME

LA LOI DES HUIT HEURES ET SES CONSÉQUENCES FINANCIÈRES

Il n'est besoin que d'un peu de réflexion pour apercevoir comment le régime des 8 heures a contribué à l'aggravation de notre situation financière générale. La majoration des prix, causée par ce régime, a pu, nous l'avons vu, être regardée comme un impôt de consommation d'un montant annuel de 5 milliards. C'est constater l'évidence que d'affirmer, d'une part, la diminution de la matière imposable dans la même mesure, d'autre part, l'extrême difficulté, sinon l'impossibilité, corrélative à cette lourde charge, de créer, en vue de l'équilibre définitif du budget, des ressources nouvelles en dehors des ressources extraordinaires et provisoires qui l'alimentent encore aujourd'hui. Tout impôt nouveau, en effet, retombe en dernière analyse sur la production, créatrice de la richesse ; or celle-ci ne serait-elle pas littéralement écrasée si l'on prétendait ajouter au poids actuel de la journée de 8 heures celui d'une nouvelle charge fiscale ?

De plus, le régime de 1919, en diminuant la production, a, par là même, affaibli le pouvoir d'achat de la monnaie. Cet

affaiblissement s'est traduit, à l'intérieur du pays, par la hausse des prix, à l'extérieur par la dépréciation de la devise nationale. Il en résulte que la journée de 8 heures a contraint la France à acheter à l'étranger des marchandises qui, sans elle, auraient été produites sur le territoire national ; elle a ainsi alourdi le passif de notre balance commerciale.

MM. Poncet et Mireaux estiment que la loi des 8 heures a accru ce passif d'environ cinq milliards (1).

Ce chiffre est si impressionnant qu'on peut se demander s'il n'est pas exagéré. Les calculs et les déductions des auteurs qui le fournissent nous semblent cependant échapper à la critique.

« De juillet 1919 à juillet 1920, disent-ils, ce déficit s'est élevé à 25 milliards de francs environ (chiffres définitifs). Pendant la même période, qui a été celle des hauts prix, la valeur de la production industrielle française peut être évaluée à 45 milliards de francs (l'indice moyen des prix de gros a été de 464,5 supérieur de 64 points à l'indice moyen d'après-guerre). Si l'on admet que la journée de 8 heures a abaissé d'un cinquième le taux de notre production, le déficit de notre commerce extérieur aurait pu être réduit de 9 milliards. En réalité, ce chiffre est certainement trop élevé. D'abord, en effet, la diminution de la production nationale a pu être compensée, dans une proportion difficile à déterminer, par des augmentations de personnel.

D'autre part, le développement de l'activité industrielle a été entravé pendant cette période, non seulement par la réduction des heures de travail, mais encore par la pénurie de combustible et la crise des transports ; il est vrai que cette pénurie et cette crise sont en partie dues à l'application de la

(1) *Op. cit.* p. 224.

loi Durafour et de la loi du 23 avril 1919. Enfin, une activité industrielle plus intense aurait entraîné des achats plus considérables de matières premières que la France est obligée de se procurer à l'étranger ». Ces auteurs s'arrêtent donc au chiffre de 5 milliards en ajoutant que les paiements supplémentaires considérables n'ont pas pu ne pas avoir une influence néfaste sur la tenue de notre change.

A l'appui de leur estimation, ils apportent en outre l'exemple du charbon pour lequel le calcul est facile. La diminution de production de nos charbonnages qui est de 20 0/0, appliquée à 200.000 ouvriers ayant travaillé 250 jours par an, a amené une perte de production qui, entre la date d'application de la loi Durafour et le 31 décembre 1920, n'est pas inférieure à 10 millions de tonnes. Ce tonnage a été demandé à l'importation américaine et anglaise. En prenant le chiffre de 250 francs comme valeur moyenne de la tonne de charbon étranger, on obtient le chiffre total de 2.500 millions représentant le décaissement imposé au pays par la diminution du rendement ouvrier dont la réduction de la durée du travail a été l'élément déterminant.

Telles ont été les graves conséquences du régime de 1919 au point de vue de notre économie financière générale. Leur évaluation peut sans doute être discutée, mais leur existence est indéniable.

Si nous considérons les effets de la loi des 8 heures, non plus sur l'ensemble de nos finances nationales, mais seulement sur le budget, nous aboutissons à des constatations plus directes et, par suite, plus susceptibles d'appréciation arithmétique.

MM. Poncet et Mireaux, en prenant comme point de départ les chiffres fournis par M. Bokanowski dans son rapport général sur le budget de l'exercice 1922, ont essayé de

déterminer les conséquences de la loi de 1919 sur l'exercice budgétaire de 1921.

Le nombre des ouvriers de l'Etat, qui était de 105.000 au 1^{er} juillet 1914 s'élevait à 166.000 au 1^{er} janvier 1921. L'accroissement de personnel rendu nécessaire par l'application du régime des 8 heures peut être estimé à 27.000 unités, soit le cinquième du personnel de 1914 (21.000), plus le cinquième du personnel exigé pour les régions libérées (6.000). La rétribution annuelle moyenne d'un ouvrier de l'Etat en 1921 (salaire et indemnités) a été de 5.265 francs. La journée de 8 heures a donc coûté de ce chef au budget 142.155.000 francs.

D'autre part le nombre des employés et auxiliaires des postes est passé de 113.000 en 1914 à 148.000 en 1921, soit une augmentation de 35.000 unités dans laquelle la part de la journée de 8 heures revient à 22.000 environ. La rétribution moyenne (traitement et indemnités) ayant été en 1921 de 6.928 francs, on voit que le régime des 8 heures a créé une charge supplémentaire de 152.416.000 francs.

Enfin, dans les chemins de fer de l'Etat, l'application de la loi a entraîné l'embauchage de 18.000 employés et auxiliaires nouveaux. Leur traitement moyen étant de 6.481 francs, il en ressort une dépense supplémentaire de 116.658.000 francs.

Le total des dépenses supplémentaires de personnel s'élève ainsi à 411 millions de francs. Mais la loi des 8 heures n'a pas seulement obligé l'Etat à augmenter son personnel ; elle l'a aussi contraint à payer plus cher le matériel indispensable au fonctionnement de ses services.

Le rapport de M. Bokanowski évalue à 4.545 millions les dépenses de matériel des services autres que ceux de la défense nationale en 1921. Or il a été montré précédemment que la majoration des prix résultant de la loi des 8 heures représente environ un huitième de la valeur totale actuelle de la

production française. La division de 4.545 millions par 8 donne 568 millions qui représentent la part de la loi dont il s'agit dans les dépenses de matériel envisagées.

Il est plus difficile de déterminer les dépenses de matériel des deux ministères de la défense nationale.

En ce qui concerne le budget de 1921, MM. Poncet et Mi-reaux ont fait le relevé sommaire suivant :

Matériel, chauffage, éclairage, transports, etc...

Guerre.....	1.100 millions	
Marine.....	500	—
Total	1.600	—

Alimentation et fourrage :

Guerre.....	800 millions	
Marine.....	50	—
Total.....	850	—

La journée de 8 heures n'a pas coûté également cher pour ces deux catégories de dépenses. Elle représente un huitième du prix du matériel proprement dit, soit 200 millions. Mais elle ne saurait guère représenter, d'après les auteurs dont nous suivons ici les calculs, que le vingtième du total de la deuxième catégorie, constituée surtout par des produits d'origine agricole, soit, en chiffres ronds, 40 millions.

L'addition des dépenses de matériel et de personnel entraînées par la loi de 1919 donne un total de 1.219 millions.

Là ne se borne pas l'action de la loi des 8 heures sur le budget. L'application de cette loi aux chemins de fer a causé, ainsi qu'il a été montré dans un précédent chapitre, 1.100 millions de dépenses supplémentaires qui ont été un facteur important du déficit des chemins de fer. Or ce déficit a été comblé par le Trésor. Dans ce chiffre de 1.100 millions, sont

compris 134 millions dont il a été déjà fait état : 116 millions pour les employés, plus 18 millions pour les ouvriers des chemins de fer de l'Etat (3.000 ouvriers à un salaire moyen de 6.100 francs). La soustraction donne 966 millions dont le Trésor a dû, en conséquence de la loi des 8 heures, supporter la charge.

En somme, les dépenses visibles, occasionnées par cette loi pour l'exercice 1921 atteignent le total de 2.186 millions, chiffre dont l'importance sera mise en évidence si l'on considère qu'il est égal aux deux-cinquièmes du budget de 1914 et qu'il forme le douzième des dépenses des budgets ordinaires et extraordinaires de 1921.

A ces charges budgétaires, il faut ajouter les charges de trésorerie. Dans son rapport sur le budget des dépenses recouvrables pour 1922, M. de Lasteyrie estime que le Trésor français a payé jusqu'au 1^{er} janvier 1922 pour les réparations un total de 80 milliards de francs se décomposant ainsi :

Réparations des dommages aux biens	45 milliards	
Réparations des dommages aux personnes	29	—
Intérêts des sommes empruntées	6	—

Soit pour les réparations des dommages aux biens et les intérêts correspondants une somme de plus de 48 milliards (48.860 millions). La majoration des prix due à la loi des 8 heures entre dans ce total pour un huitième ; elle a donc de ce chef imposé au Trésor un décaissement de plus de 6 milliards.

De tout ce qui précède, nous devons conclure que les conséquences financières du régime des 8 heures n'ont pas été moins graves que les conséquences économiques.

CHAPITRE CINQUIÈME

LA LOI DES HUIT HEURES AU POINT DE VUE INTERNATIONAL

« Cinq ans de guerre dans l'évolution des sociétés, a dit M. J. Godard (1), comptent plus qu'un demi-siècle de paix ; après la souffrance une aspiration vers un état meilleur est naturelle ; une réaction se fait ».

Le mouvement en faveur de l'internationalisation de la loi des 8 heures apparaît comme l'une des conséquences directes de la guerre. Un sentiment d'idéalisme, né de la douleur elle-même, poussait à l'élaboration d'un monde nouveau et meilleur. Le noble désir s'affirmait de voir l'union des classes se perpétuer dans la paix. On craignait enfin une extension de la Révolution, déjà maîtresse d'une partie de l'Europe. Ces motifs divers expliquent le mouvement international qui se manifesta, dès la cessation des hostilités, en faveur de la journée de 8 heures.

L'article 427 du Traité de Versailles enregistra la tendance générale en proclamant « que le bien-être physique, moral

(1) Rapport, Travaux préparatoires de la loi. Documents parlementaires, n° 5.980.

et intellectuel des travailleurs salariés est d'une importance essentielle au point de vue international », en créant, pour parvenir à ce but, un organisme permanent associé à celui de la Société des Nations, en recommandant enfin à tous les pays qui ne l'avaient pas encore fait, d'adopter, dans la mesure où les circonstances le permettraient, la journée de 8 heures ou la semaine de 48 heures.

La Conférence générale de l'Organisation du Travail de la Société des Nations, réunie à Washington le 29 octobre 1919, exécuta cette recommandation en élaborant un projet de convention à ratifier par les Etats membres de l'Organisation Internationale du Travail.

Ce projet énumérait les établissements industriels auxquels devait s'appliquer la mesure envisagée, les soumettait à la loi des 8 heures par jour ou des 48 heures par semaine, sauf exception, et n'autorisait du reste de dépassements passagers qu'à la condition que la moyenne du travail fût ensuite ramenée à un maximum de 48 heures par semaine. Il accordait 56 heures par semaine dans les travaux à effectuer par équipe, indiquait les dérogations permanentes ou temporaires autorisées pour les travaux intermittents ou de surcroît, obligeait les gouvernements adhérents à communiquer au Bureau International du Travail les renseignements sur tous les cas ayant donné lieu à une dérogation à la loi. D'autre part, le projet contenait des dispositions particulières à un certain nombre d'Etats, tels que le Japon, l'Inde, la Grèce, la Roumanie. Il prévoyait une suspension possible de la convention dans tout pays, par ordre du gouvernement, en cas de guerre ou d'événements présentant un danger pour la sécurité nationale.

Cette convention ne pouvait évidemment lier que les Etats qui y adhéraient expressément. Or quatre Etats seulement,

abstraction faite de la France, l'ont jusqu'ici ratifiée par une loi générale, et dans des conditions qui tendent à limiter la portée pratique de cette ratification. La Grèce, en effet, s'est réservé la faculté de ne mettre en vigueur la loi des 8 heures qu'au 1^{er} juillet 1923, et même, pour certains établissements, au 1^{er} juillet 1924. De même la Roumanie a reporté l'exécution de cette réforme au 1^{er} juillet 1924. D'autre part l'Inde a obtenu un régime spécial de 60 heures et la Tchéco-slovaquie a stipulé des exceptions pour l'industrie sucrière.

Si nous jetons un regard d'ensemble sur les autres pays, qu'y voyons-nous ? En Angleterre, la journée de 8 heures est pratiquée dans la plupart des industries, sauf dans la marine marchande et l'agriculture, en vertu d'accords collectifs librement débattus et consentis entre les Trade-Unions et les chefs d'entreprise (1). Le gouvernement britannique et les associations ouvrières elles-mêmes estiment qu'une méthode rigide de réglementation par voie de législation ou de règlements ne donnerait pas des résultats aussi satisfaisants que le système souple des contrats collectifs. Aussi, s'il a été légiféré en cette matière pour les houillères (coal mines act. 1919), il n'est intervenu aucune loi générale.

Aux Etats-Unis, aucun Etat n'a davantage édicté, pour la généralité des ouvriers, de disposition législative limitant à 8 heures par jour la durée du travail. Certaines catégories d'ouvriers seulement ont bénéficié d'une mesure de cet ordre : ceux qui travaillent pour le compte de l'Union ou dans une entreprise adjudicataire de travaux publics.

En Allemagne, la journée de 8 heures a été établie par les ordonnances des 23 novembre et 17 décembre 1918 pour les ouvriers et par celle du 18 mars 1919 pour les employés. Ces

(1) *Informations Quotidiennes du Bureau International du Travail* Genève, 2 septembre 1921.

textes sont-ils obéis ? Cette question a reçu des réponses contradictoires. Quoi qu'il en soit, le Ministre du Travail a soumis au conseil d'Empire un projet de loi qui consacre le régime des 8 heures, mais avec de telles dérogations qu'on peut dire qu'il n'en reste plus guère qu'un principe abstrait(1). Le gouvernement hésite d'ailleurs à proposer ce projet au Reichstag.

Ainsi donc, des trois grands pays industriels (Royaume-Uni, Etats-Unis, Allemagne) aucun n'a de loi générale des 8 heures.

Notre voisine immédiate, la Belgique, a institué, par la loi du 14 juin 1921, la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures dans l'industrie et le commerce. Cette mesure générale est entrée en vigueur le 1^{er} octobre dernier. Mais elle a déjà donné lieu à de tels mécomptes, elle pèse si lourdement sur la production qu'il est question de reviser le texte qui l'a établie, afin de l'adapter aux nécessités économiques (2).

Nous excéderions le cadre de cette étude si nous recherchions quelle est, à notre point de vue, la situation actuelle, dans chacun des pays du monde. Quelques observations suffiront. En premier lieu, nous constaterons qu'il y a un certain nombre de pays, tels que l'Australie, le Canada, les colonies Sud-Africaines, qui ne connaissent pas de loi des 8 heures. En second lieu, nous noterons la tendance de plus en plus accentuée, dans les pays qui ont adopté une mesure générale de cette nature, à l'amender, à l'assouplir ou à en suspendre l'application ; c'est le cas, par exemple, des Pays-

(1) Voir le texte de ce projet dans les *Informations Quotidiennes du Bureau International du Travail*. Genève, 21 octobre 1921.

(2) M. R. G. LÉVY, *Op. cit.* p. 622 — *Echo National* du 18 février 1922. — Bureau International du Travail : *Informations Quotidiennes* du 7 octobre 1921.

Bas, de la Suède, de l'Autriche et de la Suisse (1). Enfin, il y a lieu de remarquer que de tous les peuples, en dehors de la France, les Polonais, qui ont bien mérité en cela l'épithète de « Français de l'Est » sont les seuls qui aient adopté une législation des 8 heures aussi rigoureuse que la nôtre. Or une vive réaction se dessine aujourd'hui contre la loi polonaise du 18 décembre 1919 et on parle, sinon de l'abroger, du moins d'en suspendre l'application, jusqu'à ce que le pays ait retrouvé son équilibre économique.

En somme, la France est non seulement l'un des rares pays qui aient adhéré au projet de Convention établi par la Conférence de Washington, mais encore le seul où la loi des 8 heures soit strictement appliquée (2).

Le fait que les grandes nations industrielles ne signèrent pas la convention de Washington comporte un premier enseignement. « C'est, en effet, comme l'a justement rappelé M. R. G. Lévy (3), la perspective de leur adhésion qui avait décidé un certain nombre de groupements qui avaient été consultés par le gouvernement français, à se prononcer en faveur de la loi des 8 heures. La délégation patronale, après avoir énergiquement formulé et développé ses réserves de doctrine et ses objections d'opportunité, avait pris acte de l'éventualité, qu'on lui présentait comme certaine, d'un accord international ; elle déclarait que cette considération

(1) Voir Bureau International du Travail. *Informations Quotidiennes* n^{os} 6 décembre 1921 (pour le Danemark), 16 décembre 1921 (pour la Suisse), 6 mai 1921 (pour la Suède).

(2) M. JONNART le constatait dans son discours de novembre 1921 à l'Assemblée Générale de la Fédération des Associations agricoles du Pas-de-Calais et des départements voisins. « Ce n'est qu'en France, disait-il, que la loi est strictement appliquée ».

(Cité par M. R. G. LÉVY, *op. cit.* p. 624).

(3) *Op. cit.* p. 623.

l'empêchait d'ajourner l'examen de la loi, et qu'il n'eût pas été patriotique de refuser de collaborer à l'étude des modalités de nature à en atténuer les dangers. D'un autre côté les patrons enregistraient l'affirmation des délégués ouvriers que la limitation de la durée du travail ne nuirait pas à la production et même l'accroîtrait ». Or nous avons montré, dans un précédent chapitre, que la réforme de 1919, a, au contraire, causé un déficit important dans la production.

Aussi bien, la tendance générale, que nous notions plus haut, à l'amendement, à l'adoucissement ou à la suspension de la réforme des 8 heures, mérite-t-elle de retenir sérieusement l'attention. Le Directeur du bureau de la Conférence Internationale du Travail reconnaît lui-même qu'une réaction s'est produite contre le mouvement qui entraînait en 1918 et en 1919 les Parlements à voter les lois imposant à l'industrie la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures. « L'opinion, écrit-il, a-t-elle été frappée par les conséquences économiques de la réforme ? ou bien la concurrence sur le marché mondial est-elle devenue telle que les Etats industriels ne puissent y souscrire ? Comment, à l'heure où les demandes paraissent inférieures aux offres, envisager le développement, ou même le maintien d'une réforme qui peut constituer une charge pour l'industrie ? et cela en présence du fait que les plus grands pays industriels du monde, les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne, restent en dehors de l'organisation internationale du travail ! »

La concurrence sur le marché mondial est, en effet, l'obstacle qui s'oppose naturellement à l'internationalisation réelle et durable du régime des 8 heures. Dans la bataille économique, les pays sont inégalement armés. Les agents naturels dont ils disposent sont, par suite de leur situation géographique, de quantité et de qualité différentes. Leurs

industries ne sont pas arrivées au même stade de l'évolution technique. Leurs ouvriers n'ont pas le même tempérament, la même force de travail et de résistance. Enfin les différents pays ont vu, du fait de la guerre, leurs ressources en main-d'œuvre et en biens diminuer dans des proportions inégales. Une réglementation uniforme de la journée de travail apparaît dans ces conditions non seulement comme contraire à la logique et à la nature des choses, mais encore comme susceptible de placer certains pays dans un état d'infériorité vis-à-vis des autres. Les auteurs du Traité de Versailles l'ont eux-mêmes compris, puisqu'après avoir posé dans l'article 427 le principe de la limitation des heures de travail dans l'industrie sur la base de 8 heures par jour ou 48 heures par semaine, ils ont ajouté « sauf exception pour les pays dans lesquels les conditions climatiques, le développement rudimentaire de l'organisation industrielle ou *d'autres circonstances spéciales* déterminent une différence notable dans le rendement du travail ».

L'article 427 autorisait la France à différer l'adoption de la journée de 8 heures. Ne se trouvait-elle pas, en effet, dans des circonstances spéciales et particulièrement obligeantes ? N'avait-elle pas perdu plus d'hommes sur les champs de bataille que les autres belligérants ? N'avait-elle pas vu les ruines s'accumuler sur son territoire ?

« Il n'est pas douteux, disait M. Josse à la tribune de la Chambre le 19 juin 1920, qu'une grande partie de la France participera pendant de longues années à la reconstitution des régions dévastées et que le développement industriel de notre pays est moins avancé que celui de nos alliés, que celui de l'Allemagne elle-même. Il est donc bien établi, concluait l'orateur, que le texte de la conférence de Washington nous laisse toute latitude pour nous plier aux exigences de notre

situation économique, comme elle permet de le faire pour chaque nation ».

Au lieu de conformer sa conduite aux exigences de la situation, la France se hâte d'adhérer au projet de convention de Washington et d'appliquer strictement le régime des 8 heures. « Sera-t-elle dupe de son empressement, écrivait M. Pic à la fin de 1919, et les autres nations, plus timorées ou plus habiles, ne vont-elles pas se trouver dans une situation économiquement plus favorable, d'autant mieux qu'elles ont presque toutes beaucoup moins souffert de la guerre ? » (1)

Les années suivantes ont montré que ces craintes étaient fondées. La France a été nettement désavantagée, par l'application du régime des 8 heures, dans la lutte économique internationale.

Le renchérissement des prix de nos marchandises et l'augmentation du salaire de nos ouvriers a favorisé la concurrence étrangère. Les industriels étrangers ont pu produire pendant le même nombre d'heures qu'auparavant. Leur main-d'œuvre était du reste plus abondante, toutes choses égales, que chez nous, et beaucoup étaient privilégiés au point de vue des matières premières tandis que nos mines du nord et de l'est sont dévastées. Produisant à meilleur compte que nous, ils ont apporté leurs produits sur notre marché.

En même temps les cours élevés des marchandises interdisaient au commerce français l'exportation qui eût amélioré notre change. Bien plus, notre moindre production nous obligeant à acheter à l'étranger des marchandises avec une devise nationale dépréciée, non seulement le passif de notre balance commerciale s'est alourdi, mais nous avons dû effec-

(1) M. Pic : la journée de 8 heures. *Revue Bleue*, 4-11 octobre 1919.

tuer d'importants paiements supplémentaires qui ont encore aggravé la tenue de notre change.

On a cherché à défendre par un protectionnisme excessif certaines industries particulièrement menacées par la concurrence étrangère. Mais le résultat de cette méthode fut, pour le consommateur, une stabilisation des prix élevés, parfois même une augmentation de ces prix. Il en est résulté que, malgré les droits de douane, les étrangers, produisant chez eux à meilleur compte, ont pu vendre avec bénéfice leurs produits sur notre marché, d'où une facilité de concurrence donnée ainsi indirectement à nos rivaux. Il peut aussi arriver que la protection, destinée à soutenir une industrie nationale, ruine, par le renchérissement des matières premières, une industrie d'exportation. (1).

La concurrence étrangère ne peut être combattue que par une production nationale à meilleur marché. Aussi apparaît-il de plus en plus clairement que la France ne pourra lutter avec chances de succès sur le terrain économique international que si elle répare l'erreur législative qu'elle a commise en 1919. Le Congrès du parti républicain démocratique et social, tenu à Paris les 16 et 17 décembre 1921, la Confédération générale de la production française réunie à Paris en Assemblée générale le 20 décembre de la même année, ont affirmé la nécessité de modifier la situation actuelle (2). Cette nécessité n'échappe d'ailleurs pas à certaines catégories d'ouvriers attentifs aux réalités économiques dont dépendent leurs intérêts. La Fédération des

(1) Exemple de l'industrie automobile. Voir les interviews du marquis de Dion et de M. Citroën dans la *Journée Industrielle* des 3-4 octobre 1920 et Pasquier, *op. cit.* p. 97.

(2) Voir la *Presse française* des 17-18 décembre 1921 ; *La Journée Industrielle* du 21 décembre 1921 : Bureau International du Travail — *Informations Sociales* du 13 janvier 1922.

syndicats des inscrits maritimes français avait, au mois de juin de l'an dernier, consenti, d'accord avec le patronat, une réduction des salaires. Elle vient tout récemment de se déclarer prête, si les autres nations n'adoptent pas la réforme des 8 heures, à en amender ou à en suspendre elle-même le bénéfice plutôt que de voir briser dans ses mains l'instrument qui fait vivre les inscrits. Ce geste de sagesse sera-t-il imité par d'autres Fédérations ouvrières ?

CHAPITRE SIXIÈME

L'UTILISATION DES LOISIRS DE L'OUVRIER

La loi des 8 heures soulève un problème social important : celui de l'utilisation des loisirs de l'ouvrier. Lors des travaux préparatoires de la loi de 1919, plusieurs orateurs l'ont mis en lumière. « Nous ne pouvons, dit notamment M. Ribot, président de la Commission sénatoriale, assister impassibles à cette diminution des heures de travail et croire que notre besogne est ainsi terminée. Il nous faudra multiplier pour les ouvriers qui ont des loisirs les moyens de ne pas les dépenser dans une oisiveté contraire à leur santé et à leur vie. Il faudra multiplier les moyens d'éducation, les mettre à leur portée. Il faudra surtout faire un effort plus énergique encore au lendemain de cette loi pour améliorer le logement des ouvriers en France. »

Le problème de l'utilisation des loisirs se présente sous deux aspects. D'une part il s'agit de protéger la santé et la vie de l'ouvrier contre les périls qui la menacent durant ses heures de liberté. D'autre part, il importe, dans l'intérêt général de la société et dans l'intérêt spécial de la production, de développer les qualités intellectuelles, morales et pro-

fessionnelles des travailleurs. C'est une œuvre à la fois de préservation et d'éducation.

Le législateur de 1919 ne s'en est pas chargé ; il a laissé aux patrons et aux ouvriers le soin de l'accomplir eux-mêmes.

Le syndicat des Ingénieurs-Mécaniciens traçait, en ces termes, quelques jours après la promulgation de la loi, le programme social de la journée de 8 heures (1). « Pour obtenir un travail plus profitable et mieux compris, il est nécessaire de développer l'éducation de l'ouvrier en lui expliquant le rôle social de la production, le non-sens du haut salaire en soi, la définition du numéraire qui ne tient sa valeur que des richesses concrètes qu'il représente. Il faut maintenir à tout prix, augmenter les qualités de la main-d'œuvre, c'est-à-dire former des hommes capables de devenir des ouvriers d'élite : d'où nécessité absolue de commencer leur éducation générale dès leur enfance (suppression de l'alcool, limitation et surveillance rigoureuse des boissons débitées par les établissements voisins des usines) création de cités ouvrières, généralisation des sports, conférences, cours, séances de cinéma vulgarisant les applications de la science, salle de lecture, le tout établissant une corrélation nécessaire entre les heures de travail des parents et les heures de cours des enfants. »

Dans quelle mesure ce programme a-t-il été réalisé ? Il est possible de s'en rendre compte grâce aux renseignements fournis par les inspecteurs du travail et publiés dans le Bulletin du Ministère du Travail (2).

Un grand nombre d'établissements ont déjà pourvu ou sont en train de pourvoir aux besoins de récréation et de

(1) Voir la *Journée Industrielle* du 13 mai 1919.

(2) n^{os} août-septembre-octobre et novembre-décembre 1920.
N^{os} avril-mai-juin et juillet-août-septembre 1921.

culture physique. L'initiative la plus intéressante à ce point de vue est l'achat ou la location de terrains et de maisons qui sont aménagés pour l'horticulture ou les sports les plus variés. Nous citerons seulement quelques exemples. La société Peugeot (construction d'automobiles) a acquis de vastes terrains pour jeux en plein air, avec appareils, agrès et engins de gymnastique; elle rémunère un lieutenant mutilé pour être le chef de ce service, ainsi que des moniteurs spéciaux; d'autre part, elle a distribué en 1920, à titre gratuit, 170 jardins de 2 à 6 ares. Les Galeries Lafayette encouragent l'*Union Sportive* formée par leur personnel masculin et pratiquant la bicyclette et le foot-ball sur un terrain situé à Auteuil et prêté par les usines Renault. Des dispositions du même ordre, très complètes et très intéressantes, ont été prises par les maisons Michelin et Bergougnan, par les magasins du Printemps à Paris, par la Compagnie Saint-Gobain, etc... Ajoutons que de nombreuses sociétés sportives ont été créées ou développées depuis la loi de 1919.

Des initiatives non moins intéressantes se sont produites dans l'ordre de la culture intellectuelle : bibliothèque, salles de cinéma, de théâtre, sociétés de musique, organisation de spectacles, de conférences et de cours variés, etc... Nous signalerons seulement les mesures prises par les grands magasins du Louvre. Des cours gratuits de langue anglaise et espagnole ont été organisés pour les employés; ils réunissaient en 1920, 89 élèves pour l'anglais, avec 4 professeurs, et 29 élèves pour l'espagnol, avec 3 professeurs. L'enseignement dure trois ans; il y a trois classes : élémentaire, moyenne et supérieure. Un concours a lieu chaque année en juin et des bourses de voyage permettent aux lauréats (12 en 1920) de se perfectionner dans la langue étrangère qu'ils ont choisie. Ces bourses comportent le prix du voyage en 2^e classe, aller et

retour, pour Londres ou Saint-Sébastien, le salaire de trois semaines et une somme de 500 francs.

Des réalisations dignes d'attention ont enfin été obtenues dans le domaine de l'instruction professionnelle : cours de dessin et de technologie. Ainsi les « Etablissements Réunis », manufacture de draperies à Vienne, étudient l'organisation de cours relatifs à l'industrie du drap et comptent de la sorte, dit l'Enquête publiée au Bulletin du Ministère du Travail, « développer chez l'ouvrier, avec l'amour du métier, des connaissances et une habileté professionnelles plus grandes et plus rémunératrices et contribuer ainsi au développement de l'industrie française. » Les usines métallurgiques de Rinxent-Marquise développent aussi les institutions d'enseignement professionnel (cours d'apprentissage, cours de perfectionnement). La Société des Aciéries de Longwy a organisé des cours de dessin industriel et de sténographie pour les jeunes filles et les jeunes gens, ainsi que des cours de dessin et de technologie générale (mécanique, électricité, constructions métalliques) à l'usage des contremaîtres et des ouvriers.

Une reproduction de l'enquête des inspecteurs du Travail serait ici oiseuse. Nous n'en avons extrait que quelques exemples destinés à marquer les tendances et les résultats déjà acquis.

Aussi bien toutes les initiatives n'émanent-elles pas des chefs d'entreprise. Certaines institutions sont dues aux ouvriers eux-mêmes. Signalons, notamment, les efforts de la Bourse du Travail de Boulogne-sur-Mer qui met une bibliothèque à la disposition des ouvriers, organise des causeries éducatives, des cours professionnels et de perfectionnement pour les charpentiers de navires, les mécaniciens et forgerons, les tailleurs, les peintres, etc... ainsi que des cours de

français, d'arithmétique, de sténo-dactylo pour tous. Mentionnons aussi la bibliothèque, les cours professionnels, les conférences techniques et les soirées récréatives du syndicat des ouvriers mécaniciens de Calais.

Qu'elles procèdent des patrons ou des ouvriers, les institutions de ce genre sont très louables. Il est désirable qu'elles se multiplient de telle sorte que tous les salariés en profitent. Elles sont propres à rendre meilleure la condition des ouvriers et des employés, à diminuer les malentendus entre eux et leurs patrons et à créer de la sympathie entre les uns et les autres et, par là même, à éloigner les foules des aventures révolutionnaires et à procurer la paix sociale si désirable au lendemain de la grande tourmente. Par le fait même qu'elle exige une collaboration du chef d'entreprise et de son personnel, l'organisation des loisirs tend à l'union du capital et du travail et à la destruction du faux principe marxiste de la lutte des classes.

L'économie nationale tout entière est intéressée à ce que la famille ouvrière vive sainement et soit cultivée moralement, intellectuellement et professionnellement. Dès lors, on peut se demander si la loi des 8 heures, condamnée par l'expérience, nous l'avons vu, sur le terrain économique, n'a pas eu, du moins, ce bon résultat de donner une impulsion aux œuvres éducatives du salariat ?

On serait tenté de se montrer ici optimiste si l'on ne se rendait compte que les œuvres en question ne sauraient avoir une efficacité sociale profonde et véritable qu'à la condition d'atteindre l'ensemble des salariés.

Le nombre des travailleurs auxquels la loi des 8 heures est applicable s'élève, d'après la statistique de 1911, à 10.700.000 (y compris les professions libérales et les services administratifs bloqués par la statistique). Sur ce total, moins de

3 millions d'ouvriers étaient intéressés par les décrets déjà rendus pour son application à la fin de 1920 (1). Bien que beaucoup de règlements d'administration publique aient été rendus au cours de l'année 1921, soumettant ainsi une plus grande quantité d'ouvriers au régime des 8 heures, un grand nombre de salariés reste encore, au moment où nous écrivons ces lignes, en dehors de cette réglementation. Or l'enquête des inspecteurs du travail ne nous fait pas connaître le nombre des ouvriers qui ont jusqu'ici bénéficié des diverses institutions ayant pour objet l'utilisation agréable et instructive des loisirs. Mais chacun a pu observer qu'un assez grand nombre ne sont pas en mesure de profiter de ces dernières. Très souvent, (et ceci a été constaté par l'enquête faite par l'Union des Industries Métallurgiques et Minières (2), par les déclarations des directeurs des Compagnies de Chemins de fer, etc...) en fait, l'ouvrier ne dispose que de peu de loisirs, puisque par suite de la cherté des prix et de la diminution de son salaire réel, il est obligé, pour subvenir à ses besoins, de travailler ailleurs que chez le patron où son travail est légalement limité à 8 heures. Il n'est pas rare qu'il s'emploie chez un autre patron ou qu'il organise à son domicile un travail qu'il effectue le plus souvent en collaboration avec les membres de sa famille. Il apparaît ainsi que, si la loi des 8 heures a en effet suscité des œuvres d'utilisation des loisirs, elle a, d'autre part, en diminuant la production et en contribuant au renchérissement de la vie, empêché bon nombre de travailleurs d'en profiter. Le seul effet bienfaisant qu'on serait porté à attribuer à la réforme de 1919 est donc beaucoup plus apparent que réel.

(1) Voir *Bulletin du Ministère du Travail*, août-septembre-oct. 1920, p. 402.

(2) Voir *Union des Industries Métallurgiques et Minières* : document n° 1269.

CONCLUSION

Le régime des 8 heures a-t-il été, suivant les expressions de M. Albert Thomas, « un leurre et peut-être un désastre pour le pays, ou bien la première pierre d'un édifice à reconstruire... » ?

Les faits ont répondu. La réduction de la journée de travail a entraîné une réduction proportionnelle de la production, un relèvement des prix de revient, contribué au renchérissement de la vie. La richesse publique, dont la classe ouvrière bénéficiait ainsi que toutes les autres, a subi des pertes se chiffrant annuellement par milliards. Le régime des 8 heures a été, au point de vue français, une faute incontestable et d'autant plus grave que les promesses d'une législation internationale ou de législations nationales étrangères édictant la même réduction de travail, n'ont pas été tenues. A une époque où la concurrence étrangère se montre plus pressante que jamais, notre pays se trouve en état d'infériorité vis-à-vis de ceux où les heures de travail sont restées les mêmes qu'avant le Traité de Versailles. Une telle situation ne peut qu'avoir une répercussion malheureuse sur notre change, car, produisant moins, nous sommes contraints de nous approvisionner à l'étranger. De plus, il faut tenir compte du manque à gagner représenté par un chiffre d'ex-

portations qui serait augmenté s'il nous était permis de travailler plus de 8 heures.

Indéfendable sur le terrain économique, la loi des 8 heures peut-elle bénéficier, au point de vue social, de circonstances atténuantes ? Il convient de se montrer sceptique à cet endroit, puisque beaucoup d'ouvriers sont obligés, pour faire face aux nécessités de l'existence, de travailler, en plus des 8 heures légales, chez un autre patron ou à leur propre domicile. Les institutions d'utilisation des loisirs, si belles qu'elles soient, n'auront une véritable portée sociale que lorsque la grande majorité des salariés pourront en profiter. Or la loi de 1919 elle-même, nous l'avons dit, les en empêche dans une certaine mesure en élevant le coût de la vie.

Il n'est d'ailleurs pas difficile de voir que, du point de vue rationnel et scientifique, le régime des 8 heures, imposé à tous les travailleurs de l'industrie et du commerce, est une erreur certaine. Sous couleur d'instaurer la justice dans le monde du travail, ce régime y crée, au contraire, la plus flagrante inégalité. Comment serait-il possible d'assimiler l'effort de l'ouvrier peinant dans une fonderie, à un laminoir ou à un haut-fourneau, à la tranquille occupation d'un employé du métropolitain préposé au poinçonnage des billets, ou à celle d'un garde-barrière qui ne voit passer que deux trains par jour ? Entre ces travaux, il n'existe pas de commune mesure qui permette logiquement de leur imposer une durée légale.

Et que dire de l'assimilation que l'on a prétendu établir à cet égard entre les travaux industriels et les travaux agricoles ? N'est-ce pas ici que se révèle dans toute son absurdité et dans toute sa malfaisance la sophistique idée du nivellement égalitaire des conditions humaines ? N'est-ce pas fermer les yeux aux plus évidentes contingences que d'assujet-

tir à une règle unique la production dans l'industrie et la production dans l'agriculture ?

En ce dernier domaine, une réglementation uniforme de la journée de travail serait en contradiction avec la nature elle-même. L'organisation du travail agricole dépend d'éléments contre lesquels toute prescription législative ou réglementaire se trouve impuissante. Tout pays, quel que soit le genre de culture que sa constitution géologique et sa situation géographique lui aient donné, quel que soit le développement de sa technique culturale, est soumis à l'influence des saisons. Le labeur agricole ne saurait être continu comme celui que l'ouvrier effectue dans une usine : en certaines périodes, il doit être intense, en d'autres, il est forcément réduit. De plus, l'état météorologique règle impérieusement la durée du travail quotidien, et cet état varie avec les contrées.

Il y a donc lieu de s'étonner que la question de la réduction à 8 heures de la journée de travail pour les ouvriers agricoles ait été soulevée dans les derniers jours d'octobre 1921, à la Conférence internationale du travail tenue à Genève. Il ne s'agissait alors de rien moins, dans l'esprit des partisans de cette intervention, que de l'institution, par chacun des pays représentés à la Conférence, de lois uniformes imposant le régime nouveau. La majorité des délégués s'est prononcée pour l'inscription à l'ordre du jour de la question dont il s'agit. Quant au gouvernement français qui, par son mémoire du 13 mai 1921 (1), avait d'abord paru admettre la compétence du Bureau International du Travail, il se montra plus sage, à Genève, en mettant en doute non seulement l'opportunité de la mesure envisagée, mais la com-

1 Cité par M. Quatrecasles à la Chambre des Députés le 2 décembre 1921. Voir M. R.-G. Lévy, *op cit.*

pétence même, en cette matière, de la Société des Nations. L'article 427 du Traité de Versailles, en effet, ne parle que des communautés industrielles comme devant « appliquer des méthodes et des principes pour la réglementation des conditions du travail » ; il ne fait aucune mention du travail agricole auquel, dans la méconnaissance des circonstances spéciales au milieu desquelles il s'effectue, on a voulu arbitrairement étendre les projets de réglementation internationale.

Observons du reste que si, par hypothèse, on décidait de réglementer le travail agricole en France, cette mesure ne s'appliquerait qu'à un petit nombre d'individus. D'après le recensement de 1911, notre population agricole comprenait 8.510.000 personnes, dont 5.220.000 patrons propriétaires, fermiers, métayers, jardiniers et 3.290.000 employés et ouvriers. Dans cette seconde catégorie se trouvent 2.400.000 individus dénommés « ouvriers journaliers agricoles » lesquels sont en réalité de petits propriétaires exploitant leur terre et travaillant chez autrui lorsque leur modeste domaine ne les occupe pas ; ces salariés d'occasion, étant possesseurs d'une parcelle du sol, échappent à toute réglementation du travail. Il ne reste par conséquent que 890.000 salariés proprement dits, savoir 745.000 domestiques agricoles, 30.000 charretiers, 115.000 ouvriers jardiniers, auxquels s'appliquerait le régime agricole des 8 heures. Très faibles en seraient donc les répercussions (1).

Etant donné les mauvais résultats économiques de la loi de 1919, il n'est pas à craindre aujourd'hui qu'elle soit étendue au monde agricole. Le régime ayant fait faillite, ce serait folie que d'élargir son application. La seule question

(1) M. R. G. LÉVY, *op. cit.*

qui puisse se poser est celle de la meilleure méthode de liquidation de cette faillite.

Ici, nous sommes en présence de trois conceptions : celle de l'abrogation, celle de la révision, celle de la suspension.

Quelque soutenable qu'elle puisse être en théorie, l'abrogation se heurterait à un état d'esprit trop absolu et à des préjugés trop enracinés dans la généralité de la classe ouvrière ; il serait à craindre qu'elle suscitât des résistances et des manifestations dangereuses pour la tranquillité nationale et, par suite, pour la production elle-même.

Faut-il donc conserver la législation existante, mais en l'améliorant, en l'assouplissant par l'admission plus large et plus facile des dérogations ? Dès le mois de juin 1920, une proposition émanée de M. Josse et de 85 de ses collègues tendait à ce que le gouvernement autorisât toutes les dérogations à la journée de 8 heures que les patrons et les ouvriers réclameraient d'un commun accord. Dans le même sens, M. Perreau-Pradier déposait, le 23 décembre 1921, une proposition de résolution invitant le gouvernement à accorder à l'industrie et au commerce toutes dérogations utiles à la loi de 1919. D'autre part, M. Marcellot et un certain nombre de ses collègues, suggérèrent, le 12 janvier 1922, que le gouvernement soit invité à autoriser pour cause de nécessité nationale et pour un temps déterminé, et après avoir consulté les organisations intéressés, un certain nombre d'heures supplémentaires, que le gouvernement puisse en outre permettre, par la simple voie d'un arrêté ministériel, des dérogations aux règlements d'administration publique partout où il ne s'agirait d'introduire dans le régime existant que des modifications locales ou de détail.

D'après ces propositions, la loi de 1919 serait donc, non pas révisée par le législateur, mais adaptée par le gouverne-

ment à l'état économique actuel. Cette manière de procéder aurait peut-être l'avantage de la rapidité, mais elle présenterait l'inconvénient de rendre précaires les améliorations réalisées. La politique s'en mêlant, ce qui aurait été décidé par un gouvernement pourrait être changé ou rapporté par un gouvernement suivant. Il serait déplorable que le monde de la production eût à supporter les conséquences de l'instabilité ministérielle.

Mieux vaudrait donc une intervention du législateur dont les textes nouveaux s'imposeraient aux gouvernements successifs. C'est sur ce terrain de la révision que s'est placé M. Paul Messier dans sa proposition à la Chambre du 8 novembre 1921. D'après lui, le législateur devrait désormais déléguer au Conseil supérieur du Travail et à des Commissions paritaires départementales le soin à la fois de déterminer les professions pour lesquelles la journée de 8 heures comporterait des modalités d'application et des dérogations, et de préciser la nature et l'ampleur de ces dérogations. C'est également la révision que préconise la Société d'Etudes et d'Informations économiques. Celle-ci estime que le législateur devrait apporter lui-même des précisions en ce qui concerne la notion du travail effectif. le calcul des 8 heures sur la journée, la semaine, la quinzaine, le mois ou toute autre période pouvant aller jusqu'à un an, la récupération des heures perdues, qu'il devrait enfin ajouter à la liste des cas pouvant donner lieu à l'octroi de dérogations, le surcroît de travail ordinaire qui se produit à certaines périodes de l'année dans beaucoup d'industries.

Sans méconnaître la valeur que peuvent avoir ces suggestions, nous estimons que la situation particulière de la France, au lendemain de la guerre, invite le législateur à une mesure plus énergique : celle de la suspension de la loi de

1919. Si nous voulons reparer nos ruines, reconstituer nos richesses, reprendre notre place dans le monde, nous devons redoubler d'activité. Or le régime des 8 heures entrave notre essor. Même amendé, il est à redouter qu'il nous paralyse encore trop. L'abrogation pure et simple contrarierait trop violemment la mentalité ouvrière ; la suspension serait plus facilement acceptée.

M. R. G. Levy considérant qu'il y a une nécessité d'ordre national à travailler plus que jamais, demande qu'une dérogation spéciale, comportant une provision de 300 heures par an, soit accordée à l'industrie pendant une période de 7 ans. Nous allons plus loin et nous fondant sur cette nécessité indiscutable, nous voudrions que l'application de la loi tout entière soit suspendue pendant une période (5, 7 ans par exemple) à déterminer.

Aussi bien la tendance à laquelle nous nous rattachons s'est-elle manifestée au Parlement, sous des formes diverses. Une proposition de M. Isaac et de plusieurs de ses collègues déposée le 22 décembre 1921 avait pour objet la suspension de la loi de 1919 dans toutes les entreprises, à la seule requête du patron. Les auteurs de cette proposition ajoutaient qu'une commission, dont ils définissaient la composition, devait par la suite faire une enquête à l'issue de laquelle la législation relative à la matière serait refondue. Plus récemment, le 15 février dernier, M. de Dion a déposé une proposition tendant à suspendre pendant 3 ans les dispositions de la loi de 1919 et à les rétablir progressivement à l'expiration de ce délai si la situation économique et financière le permet.

A notre sens, la vertu se trouve dans une combinaison des deux propositions qui viennent d'être indiquées. Pendant une première période, le régime des 8 heures serait suspendu pour motif d'intérêt économique national ; la durée

du travail et le taux des salaires seraient alors librement débattus entre les patrons et les ouvriers, et cette liberté permettrait un réajustement de la vie économique de la France. Puis, à l'expiration de ce délai, et à la condition que l'état du pays l'autorisât, la loi de 1919 serait remise en application d'une manière progressive et après avoir subi les modifications réclamées par l'expérience déjà acquise ainsi que par une étude attentive du problème.

Le geste d'idéalisme démocratique de 1919 a été prématuré ; il pèse aujourd'hui lourdement sur notre économie nationale. Nous devons l'effacer, en nous promettant de le refaire dès que nous serons guéris de notre malaise. Le Parlement serait un mauvais serviteur des intérêts de la patrie si, obéissant à des considérations de pure politique et à la crainte de déplaire à certains groupes d'électeurs, il refusait de prendre la décision nécessaire que tous les esprits réfléchis attendent de lui.

Vu : le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu : le Président de Thèse,
H. TRUCHY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris
P. APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

J. CAVAILLÉ. — *La journée de 8 heures*, 1919.

DUGÉ DE BERNONVILLE. — *Enquête sur les salaires en 1920 et en 1921*, dans le *Bulletin de la statistique générale de la France*, de juillet 1921.

A. DE LAVERGNE ET P. HENRY. — *La richesse de la France*, 1908.

R. G. LÉVY. — *La loi de 8 heures jugée par les faits*, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} février 1922.

A. DE MADAY. — *La Charte international du Travail*, 1921.

L. PASQUIER. — *La loi sur la journée de huit heures. De quelques conséquences économiques et sociales*. Thèse, Lyon 1921.

P. PIC. — *Traité de Législation industrielle*, 4^e édit. 1912.

P. PIC. — *La journée de 8 heures*, dans la *Revue Bleue* du 4-11 octobre 1919.

A. FRANÇOIS-PONCET ET E. MIREAUX. — *La France et les 8 heures*, 1922. (Bibliothèque de la Société d'Etudes et d'Informations économiques).

R. PUPIN. — *Richesse privée et finances françaises*, 1919.

Journal Officiel.

Bulletin du Ministère du Travail.

Bureau International du Travail, Genève (Informations Quotidiennes et Informations Sociales).

L'Information Ouvrière et Sociale.

La Journée Industrielle.

Saint-Amand (Cher). — Imp. A. CLERC
